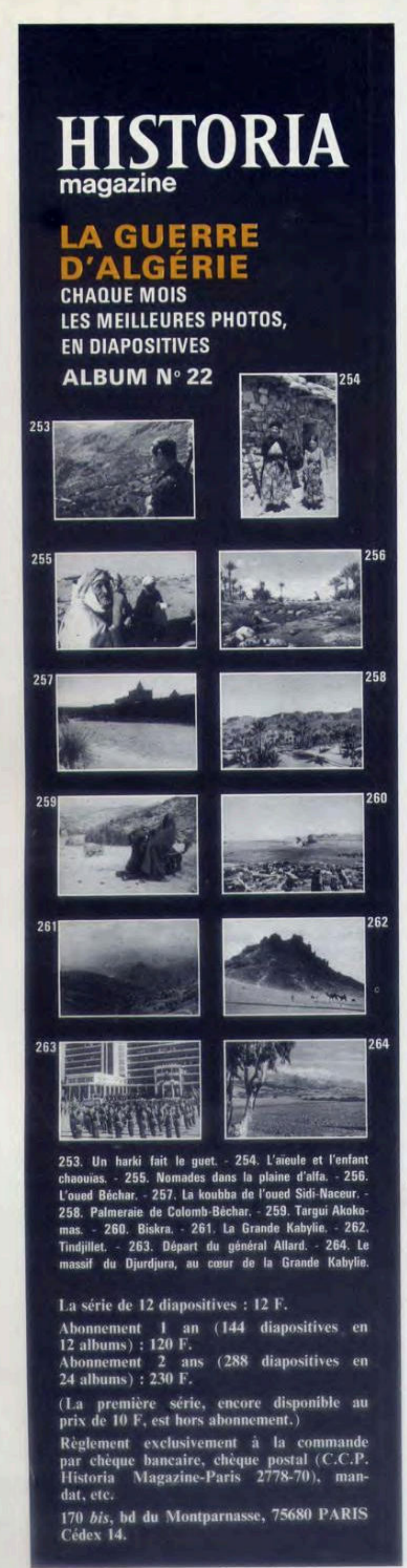
HISTORIA
magazine
110
Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 367 - France 3,50 F
Belgique 35 FB/Suisse 3,50 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



LE RÉFÉRENDUM DE L'INDÉPENDANCE



Couverture : René Rail



ET L'ALGÉRIE DEVINT ALGÉRIENNE

Jean FONTUGNE

LES accords signés le 17 juin entre l'O.A.S. et des représentants, sans grands pouvoirs, du G.P.R.A. en mission à Alger ont ramené la paix dans la Ville blanche. Il n'en est pas de même à Oran, où désordres et confusion persistent : l'appel à la coopération entre communautés, lancé de sa prison par le général Salan, n'a pas été entendu.

Puis les événements se précipitent. Certes, les derniers chefs de l'O.A.S. envisagent encore, à quelques jours du référendum sur l'autodétermination, d'appliquer la tactique de la terre brûlée en Algérie et même de créer un « réduit de résistance » en Afrique du Nord. Mais le 27 juin, la décision est prise : le général Gardy, nouveau chef de l'O.A.S., et son état-major quittent l'Afrique du Nord et se replient en Espagne.

Le champ est libre désormais pour les représentants du F.L.N., qui organisent des réunions de propagande rassemblant des dizaines de milliers d'électeurs. Mais déjà les règlements de comptes se multiplient. A la veille du « référendum de l'indépendance », c'est par centaines que se comptent les musulmans mutilés ou assassinés pour avoir cru à l'Algérie française.

Les observateurs politiques peuvent alors pronostiquer, sans crainte de se tromper, le choix que feront près de six millions de votants. Le « oui à l'indépendance » officialisera la rupture définitive entre l'Algérie et la France. Mais, contre toute attente, une nouvelle crise éclate dès ce 1er juillet 1962 entre les nouveaux dirigeants algériens. Elle se transformera en épreuve de force entre les représentants du G.P.R.A. et différents éléments de l'état-major de l'A.L.N. assurés d'être suivis par l'armée des frontières.

Et ainsi disparaît le dernier espoir des Européens de rester ou de revenir en Algérie, comme l'avaient laissé entrevoir les négociateurs d'Évian. L'armée française ne pouvait, de plus, leur assurer sa protection : les opérations de rapatriement étaient en effet accélérées d'ordre de Paris.

J. F.

Sommaire n° 110 - Historia magazine n° 367



L'armée, malgré ses pertes, a renoncé à toute « opération offensive ». Elle se consacre maintenant à des missions de surveillance...

... dans le bled. Pour le général Hublot *(au centre)*, chargé du « désengagement », comme pour toute l'armée, une période bien difficile.

SON DERNIER COMBAT

Autre mission particulièrement ingrate de l'armée en ces premiers mois de 1962 : le maintien de l'ordre dans les grands centres urbains. Face à l'O.A.S. et au F.L.N.

POUR l'armée française, la période qui va de l'échec du putsch d'Alger à la proclamation de l'indépendance algérienne est une des plus difficiles qu'elle ait connues depuis la seconde guerre mondiale.

A l'époque, pendant un an presque jour pour jour, j'ai été chef d'état-major de nos forces armées d'Algérie; arrivé à Alger le 28 avril 1961, j'ai quitté Reghaïa le 26 avril 1962. J'ai donc été un des témoins directs de ce chapitre de l'histoire de l'armée; mais un témoin partiel, situé trop haut dans certains cas et trop bas dans d'autres par rapport à tous ceux qui étaient impliqués dans le drame : il y a bien des choses que je n'ai pas connues; il y en a dont je n'ai pas vu les raisons sur le moment, ni même après coup.

l'armée d'Algérie, après le traumatisme qu'elle avait subi, devait ê



J.C. Sauer/Paris-Match

Pour tenter de limiter les actions de l'O.A.S., les soldats multiplient les quadrillages, les contrôles, les perquisitions. Les Européens ne comprennent plus. L'armée, en qui ils avaient mis si longtemps leur confiance, cette armée qui ne devait jamais les quitter était devenue soudain à leurs yeux une masse hostile, inconnue, impénétrable, qu'ils considéraient avec colère et amertume.



Berretty/Rapho

Témoignage fragmentaire et qui m'oblige à revenir sur une époque amère et pénible. Alors, pourquoi le donner? Parce qu'il peut aider à répondre à une question que ne peuvent manquer de poser les 500 000 Français sous les armes que nous étions, à ce moment-là, au sud de la Méditerranée. Question qui n'est pas : « Avons-nous bien fait notre devoir? », car c'est à chaque individu de savoir, dans sa conscience, s'il l'a bien rempli; question qui est plutôt, me semble-t-il : « L'armée a-t-elle bien rempli son rôle? », car c'est à cela que doit toujours répondre la collectivité que constitue une armée.

Or le rôle d'une armée comme la nôtre, dans notre pays, à notre époque, c'est d'être l'outil de force dont a besoin, parmi d'autres moyens, l'autorité chargée de conduire la politique nationale.

C'est cela qu'il faut examiner.

Encore fallait-il, tout d'abord, que cet outil existât réellement et qu'il possédât la force, qui était sa raison d'être.

Or, après la secousse du putsch, l'outil militaire paraissait passablement émoussé.

Non que l'armée eût vraiment été atteinte dans ses profondeurs et dans ses œuvres vives. Contrairement à ce que certains ont pu dire ou écrire après coup, officiers, sous-officiers, soldats, quelle qu'ait pu être la diversité de leurs opinions et de leurs aspirations, étaient restés remarquablement solidaires dans l'accomplissement de leur tâche. La cohésion, facteur essentiel de la force militaire, n'avait été gravement ébranlée que dans deux cas extrêmes : celui des unités mal encadrées, comme il y en a malheureusement toujours quelques-unes, qui partent à la dérive dans les coups durs; et celui, inversement, d'un très petit nombre de régiments d'élite qui s'étaient lancés dans le putsch et que plusieurs de leurs éléments avaient quittés pour rallier des formations restées dans la discipline tandis que les autres éléments remâchaient leur rancœur après l'aventure manquée.

Mais un peu partout dans l'outil militaire, à côté de pièces et de fragments bien trempés sortis renforcés de l'épreuve, des ressorts étaient détendus, des dents brisées, des tranchants émoussés.

Dans la voie de la révolte

Il fallait, après le traumatisme qu'elle avait subi, traiter énergiquement l'armée d'Algérie. C'est à quoi s'appliqua immédiatement le général Gambiez, avec cette intelligence active et cette résolution inflexible que tous lui connaissaient. Quand il transmit le commandement supérieur au général Ailleret, le 13 juin 1961, l'outil militaire avait recouvré sa « capacité » et aussi sa « fiabilité ».

A quoi et comment fallait-il l'employer? Voici l'analyse que nous fîmes au milieu de juin 1961.

La politique gouvernementale devait, avant d'aboutir à une solution du problème algérien, passer par plusieurs phases et être jalonnée de discussions avec divers interlocuteurs, d'où se dégageraient des modalités, acceptables par tous, tout en étant aussi largement que possible compatibles avec nos intérêts nationaux. L'action militaire devait, dans cette optique, accroître la liberté et la capacité d'action du gouvernement et restreindre celles de nos adversaires de telle manière qu'ils ne pussent rejeter l'offre de paix qui leur était faite, ni faire abstraction de nos conditions, ni, moins encore, rêver d'en imposer qui fussent à leur seule convenance.

Nous connaissions la définition progressive des objectifs de la politique française et la modulation continue de ses voies et moyens, dans la mesure que jugeait utile le chef de l'État, par ses déclarations publiques et par ses entretiens privés, à l'occasion notamment des réunions du conseil des affaires algériennes auxquelles assistait, à l'Élysée, le commandant supé-

Entre les quartiers ▶ musulmans et européens, une sorte de *no man's land* a été créé, où patrouillent les forces de l'ordre. Les gendarmes mobiles, comme l'armée, veillent à ce qu'aucun affrontement n'ait lieu entre les deux communautés. Chaque jour, il devient plus difficile de contenir les musulmans qui voudraient déferler dans les villes européennes pour venger leurs morts.



rieur, parfois suppléé par son chef d'état-major. De là découlait pour lui une mission qui, encore qu'elle ne fût pas explicitement formulée, revenait à créer ou à maintenir une situation de force permettant le jeu politique. Cette mission militaire n'était pas celle qu'avaient pu avoir ses prédécesseurs dans un autre contexte politique.

Comme précédemment, l'armée française devait empêcher radicalement toute action d'éléments armés se réclamant du G.P.R.A. qui permettrait à celui-ci d'exercer la moindre souveraineté sur une parcelle quelconque du territoire algérien ou de mettre gravement en cause l'ordre public dans un pays qui, en droit comme en fait, était placé sous la souveraineté française.

Ce qui était nouveau, c'était que, pour mener notre action militaire aux frontières et dans le bled, il faudrait tenir compte des trois facteurs suivants :

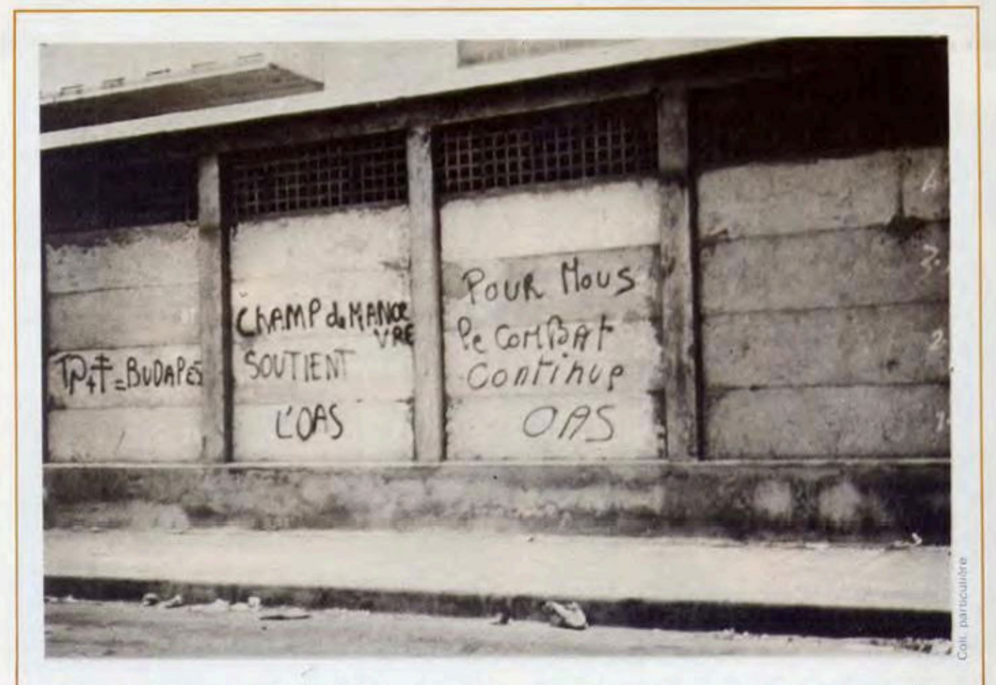
a) on constatait que la population musulmane des villes, très rapidement croissante et toujours mal installée malgré les efforts méritoires de nos S.A.U., se livrait, depuis décembre 1960, à des manifestations politiques de plus en plus importantes; les autorités préfectorales, responsables du maintien de l'ordre urbain, appelaient plus fréquemment que jadis la troupe à renforcer la police;

b) on discernait déjà que, dans ces mêmes villes, la population européenne pourrait être entraînée par l'O.A.S., alors encore naissante, dans la voie de la révolte, nouvelle raison nécessitant l'intervention militaire en milieu urbain;

c) on savait que l'autorité gouvernementale, pour exécuter la manœuvre politique à son échelon, pourrait prendre les dispositions qu'elle jugerait nécessaires bien qu'elles pussent rendre plus difficiles les opérations menées par le commandement; cela s'est toujours fait, puisque l'action militaire n'est que « la continuation de la politique par d'autres moyens », mais cela pouvait devenir plus fréquent.

Barrelet/Rapho





Coll. particulière

Une page de l'histoire de France est tournée

Mars 1962. Les événements s'accélèrent, la fin du drame approche. Les accords d'Évian sont signés et après un semblant de débat à l'Assemblée, les Français sont invités, une fois encore, à se prononcer par référendum sur l'indépendance de l'Algérie, même si le mot n'apparaît pas dans la question posée : « Approuvez-vous le projet de loi soumis au peuple français par le président de la République et concernant les accords à établir et les mesures à prendre au sujet de l'Algérie sur la base des déclarations gouvernementales du 19 mars 1962 ? »

Après huit ans de guerre, le résultat ne semble pas devoir faire de doute. Le chef de l'État n'en juge pas moins nécessaire d'intervenir personnellement dans l'affaire. Le 26 mars, c'est l'habituelle allocution radiotélévisée. Le visage du général de Gaulle est grave. Le ton se veut persuasif, convaincant. « L'affaire est d'une telle portée, affirme-t-il, qu'elle requiert directement l'accord souverain de la nation. La décision de chacun de vous signifie d'abord la paix. Il n'y a pas un homme de bon sens et de cœur qui ne doive s'en féliciter. » Le chef de l'État ajoute : « Il s'agit, pour la France de toujours et pour l'Algérie de demain, d'entreprendre ensemble une œuvre de commune civilisation. » La réponse doit être non seulement affirmative, mais massive et, une fois de plus, ce que demande le général de Gaulle, c'est une approbation, un encouragement, une nouvelle preuve de confiance et d'allégeance de la nation à l'égard de sa personne.

Le 6 avril, nouvelle intervention. Le thème de l'Algérie figure naturellement en première place. Le oui permettra d'établir, « dans la paix et l'association, c'est-à-dire conformément au bon sens et à l'amitié, les rapports nouveaux de la France et de l'Algérie ». Mais il y a plus. En faisant l'éloge du référendum, le chef de l'État estime qu'à l'avenir, sur un « sujet vital », chaque citoyen pourra être « directement appelé à en juger et à prendre sa responsabilité ». « Nul doute, ajoute-t-il, que le caractère et le fonctionnement des institutions de la République n'en soient profondément marqués. » Il y a là une perspective nouvelle, une allusion au projet d'élire le président de la République au suffrage universel.

Dans l'ensemble, l'approbation l'emporte. On enregistre, toutefois, quelques démissions de parlementaires, tels Bergasse, Portolano, Mignot et surtout Philippe Barrès et Alfred Coste-Floret. Quelques voix, comme celles de Guy Mollet ou de Maurice Faure, dénoncent la « contrainte intellectuelle » du référendum, qui « frise l'inconstitutionnalité ». Ne doit-il pas, en principe, ne concerner que les traités internationaux ou les accords de communauté? En fait, les partisans du non se limitent à quelques groupuscules : « Union de fraternité française », de Poujade; « Démocratie chrétienne », de Bidault; « Parti du peuple », du colonel Trinquier; « Patrie et Progrès », Centre républicain, sans oublier quelques indépendants de droite, Le Pen, Legaret, Duchet...

Toutes les grandes formations se retrouvent dans le camp du oui. Cependant, les grands ténors de la politique entendent bien affirmer qu'il s'agit d'un oui, mais... Le oui du M.R.P. dérive de la crainte de la guerre civile et s'accompagne d'une exigence, l' « application ferme et généreuse » des accords. Pour la S.F.I.O., le oui ne s'accompagne pas d' « une quelconque modification de son opposition à la politique erronée et dangereuse poursuivie par le gouvernement dans les domaines économique, social, européen et international ». Les communistes entendent bien qu'aucune équivoque ne soit possible : « Personne ne se méprendra sur la signification de notre oui. Personne n'y verra une participation à une opération plébiscitaire du chef de l'État ni une approbation de sa politique [...] ni un quelconque blanc-seing au pouvoir gaulliste. »

On retrouve la même attitude chez les radicaux. Quant aux indépendants, tout en « disant oui à la paix », ils se rallient à la liberté de vote. Seul, le P.S.U. décide de se singulariser. Tout en prônant le oui, il recommande aux électeurs l'annulation de leur vote en surchargeant leur bulletin.

Un « oui » de lassitude

Le 8 avril, l'épreuve intervient. Le oui est massif et l'on compte plus de 90 % d'approbations parmi les suffrages exprimés, soit près de 65 % des inscrits. Les abstentions n'atteignent pas 25 % et sont du même ordre qu'en janvier 1961. Comme d'habitude, c'est au nord de la Loire, notamment dans l'Est et dans l'Ouest, qu'on enregistre les plus fortes proportions de oui. C'est dans le Gers et la Creuse que l'on compte le plus grand nombre d'opposants, avec un peu moins de 55 % des inscrits. Mais, en réalité, il est difficile de tirer un enseignement quelconque de cette consultation, si on tient compte de la position des grands partis.

En fait, le oui du 8 avril est un oui de lassitude, de résignation, même si le chef de l'État a réussi le tour de force de présenter l'indépendance de l'Algérie comme une victoire de la France généreuse et civilisatrice et qui ouvre au pays de nouvelles perspectives. Il s'agit encore moins d'un blanc-seing, d'une approbation unanime à la politique générale du chef de l'État. Le Populaire *souligne bien que la France a voté « pour la paix et contre le fascisme, rien de plus, rien de moins ».* L'Aurore *fait remarquer que, pendant sept ans, les communistes ont soutenu le F.L.N. « Quand il s'agira, demain, de mettre en route une politique sociale, par exemple, le pouvoir ne doit pas se faire beaucoup d'illusions sur cette amitié. » Mêmes constatations chez Bertrand Motte et Lecanuet, qui refusent de voir dans le référendum une marque de « soumission inconditionnelle ». Seule, l'U.N.R., par la voix de Dusseaulx, triomphe sans retenue et estime que « de Gaulle est plus que jamais nécessaire à la France ».*

En fait, le chef de l'État est plus lucide que beaucoup de ses partisans les plus acharnés. Le oui est massif, mais est-il vraiment franc? C'est pourquoi il envisage derechef une relance de sa politique. Il faut maintenir le suspense, offrir de larges perspectives, politiques, naturellement. Au programme, un changement de l'équipe gouvernementale, Pompidou remplaçant Debré, et l'élection du président au suffrage universel... Une page est bel et bien tournée.

Philippe MASSON

Dans toute l'Algérie, l'armée participe à la campagne en faveur de la paix, jouant un rôle pacifique et humanitaire. A Oran, elle met en place des affiches du cessez-le-feu dans le quartier musulman et distribue de la semoule...



des liens étroits s'étaien

Je m'explique sur ce dernier point. Nous avions déjà eu plusieurs exemples de ces décisions gouvernementales qui n'étaient ni du ressort ni même de la compréhension du commandement : réduction des effectifs en Algérie, cessation des « opérations offensives ». Comme on prouve le mouvement en marchant, le général de Gaulle, à plusieurs reprises, a fait jouer la dynamique de la paix en agissant comme si celle-ci existait déjà, ou était à la veille de s'instaurer, avec les grandes conséquences que pouvaient avoir de tels gestes sur l'opinion française, algérienne et internationale. Pour le commandant supérieur, dans un cas de ce genre, le devoir était d'abord d'éclairer pleinement l'autorité supérieure sur les conséquences que pouvaient avoir ces mesures sur le plan militaire. Puis, du moment qu'il ne se démettait pas de ses fonctions parce qu'il était assuré que ces mesures ne compromettaient ni la sûreté de ses troupes ni l'accomplissement de sa mission, limitée comme elle l'était désormais, il lui fallait en tenir compte pour déterminer sa ligne d'action. C'était l'application, très classique, de la règle de subordination de l'autorité qui conduit les opérations à celle qui dirige la guerre.

Des mesures douloureuses

De toutes ces considérations devait découler une nouvelle articulation de nos forces. Il fallait en rendre mobile une part plus large en « désimplantant » des unités et en les regroupant prêtes à marcher. Cela obligeait à réduire le nombre des « postes » tenus dans le bled et à cesser la dilution généralisée de nos troupes dans la population par toutes petites équipes. Ces mesures étaient douloureuses étant donné les liens qui s'étaient établis entre le peuple de la campagne et nos soldats, qui lui prodiguaient, généreusement mais non sans paternalisme, une aide sociale, scolaire et sanitaire. Elles étaient rendues possibles par la situation dans le bled, beaucoup plus largement pacifié, en règle générale, grâce au travail des S.A.S. et des unités de secteur, que ne l'imaginaient des observateurs superficiels. Elles fourniraient, malgré la réduction continue des effectifs, les moyens qu'il nous fallait pour monter la garde aux barrages, traquer les reliquats des bandes armées de l'intérieur et renforcer temporairement, mais de plus en plus fréquemment, les éléments chargés du maintien de l'ordre urbain. Chaque échelon de commandement — secteur, zone, corps d'armée — emploierait comme il l'entendrait ses moyens mobiles, mais il saurait que chacun d'eux était frappé d'une hypothèque en vertu de laquelle il pourrait avoir à le passer à un autre commandement sur un préavis prévu dans chaque cas.



... ses médecins multiplient les consultations. Mais rien ne pourra plus, maintenant, rapprocher les communautés.



Tel fut notre système. Comment a-t-il joué contre le F.L.N. et face à l'O.A.S.?

Aux frontières, tout a très bien marché. Ailleret connaissait admirablement bien la question, tant par son expérience toute récente de commandant de la division de Bône que par son aptitude à recourir simultanément aux techniques modernes et aux précédents classiques que lui suggérait sa double culture scientifique et historique. Il fit faire aux barrages et à leur emploi de nouveaux progrès qui accroissaient encore leur étanchéité. Les divisions de frontière, supérieurement commandées et formées de troupes éprouvées, remplirent admirablement leur mission face à l'A.L.N., d'abord dans la guerre, ensuite après le cessez-le-feu du 19 mars.

A l'intérieur du territoire, la lutte se poursuivit pour réduire ou maintenir à un niveau très bas l'activité terroriste des éléments armés qui subsistaient, toujours prêts, s'ils n'étaient pas perpétuellement traqués, à reprendre souffle malgré les pertes subies dans les mois précédents et en dépit de la rareté des armes qui parvenaient à filtrer vers eux à travers des frontières méditerranéenne, saharienne, marocaine et tunisienne bien gardées. Il fallait, non sans mal ni sans pertes, obtenir des succès réguliers, faute de quoi notre situation se serait dangereusement dégradée. C'est ce qui se fit, spécialement après la reprise, le 16 août, des opérations dites offensives qui avaient été suspendues, comme je l'ai dit, le 20 mai. Cela exigea un effort intense et un inlassable dévouement de nos soldats, une grande habileté et une parfaite maîtrise de la part des commandants des divisions, des secteurs et des régiments. Ils nous assurèrent le contrôle du bled jusqu'à ce qu'aient pu jouer, après le cessez-le-feu, les arrangements locaux avec les éléments des wilayas, qu'eut à arbitrer la commission d'armistice avec le souci du bien commun.

Une riposte rude, rapide et peu coûteuse

Enfin, pour l'intervention au-delà des frontières, notre système montra toute sa valeur quand il nous permit en très peu de jours de retirer des actions locales où elles étaient engagées en Algérie les unités d'une brigade pour la jeter par air et par mer sur Bizerte, les 19, 20, 21 et 22 juillet, en vue de répondre, par une riposte rude, rapide et peu coûteuse, à l'agression subite et vaine lancée contre nos installations.

Ainsi, contre l'adversaire armé, nos forces de terre, de mer et de l'air ont rempli la mission assignée : elles « l'ont emporté sur le terrain de telle sorte que nous gardions la liberté entière de nos décisions et de nos actes », comme leur en a donné acte le général de Gaulle.

Je ne suis pas sûr que notre attitude concernant le maintien de l'ordre dans les villes nous ait valu un *satisfecit* aussi net du chef de l'État. Peut-être lui a-t-elle paru parfois trop timorée, ainsi que le jugeait sans doute son premier ministre et incontestablement son délégué général à Alger. Certes, Jean Morin, ses adjoints et les préfets savaient qu'ils pouvaient compter sur le concours loyal que nous devions et que nous voulions leur apporter lorsqu'ils s'efforçaient d'empêcher la subversion de s'emparer d'une ville et qu'on ne s'y entretuât. Mais nous pensions que l'emploi de l'armée, là comme ailleurs, devait tenir compte de sa nature, de ses possibilités et de sa finalité.

Notre idée essentielle était qu'il ne fallait pas engluer dans un quadrillage urbain, qui serait plus dangereux qu'efficace, les forces mobiles que nous avions eu tant de peine à dégager de leur implantation rurale alors que nos effectifs diminuaient constamment. Tout en poursuivant l'indispensable lutte aux frontières et dans le bled, il nous fallait pouvoir disposer, sur court préavis, de moyens aptes à enrayer toute entreprise soudaine du F.L.N. qui aurait compromis la marche vers la paix, ou capables de rétablir la situation légale si un coup de force, imprévisible mais toujours possible, rendait l'O.A.S. maîtresse d'une ville ou d'un quartier. Nous ne pouvions pas en même temps essayer de garder les innombrables points sensibles. Nous ne ferions que multiplier les incidents si nous disséminions dans une population surchauffée et surexcitée nos soldats, métropolitains, pieds-noirs et musulmans, qui n'avaient ni le calme ni le savoir-faire des spécialistes du maintien de l'ordre. En passant, je salue l'admirable sens du devoir des gendarmes et leur courage, sans oublier ceux d'entre eux qui coopéraient à la mission officielle de police dirigée par Michel Hacq, camarade de déportation et ami d'Ailleret.

Notre attitude ne provenait pas d'une méconnaissance de cette « mission permanente de l'armée qu'est la défense de la loi par le maintien de l'ordre public », comme le rappelait un ordre du 28 septembre du commandant supérieur. Elle ne s'expliquait pas non plus par le manque d'enthousiasme des cadres pour ce genre de mission; nombre d'entre eux ne comprenaient certes pas mieux que les gens de l'O.A.S. la politique gouvernementale, mais conservaient leur esprit de discipline et s'indignaient des exécutions et des ratonnades suscitées ou tolérées par l'O.A.S. A Reghaïa, ainsi qu'à Alger et à Oran, le commandement était aussi résolu qu'on l'était à Rocher-Noir, aussi convaincu qu'en ces graves matières toute compromission est détestable et toute trace de faiblesse, génératrice d'excès dramatiques; mais nous pensions que notre conception d'emploi des moyens militaires était plus réaliste.

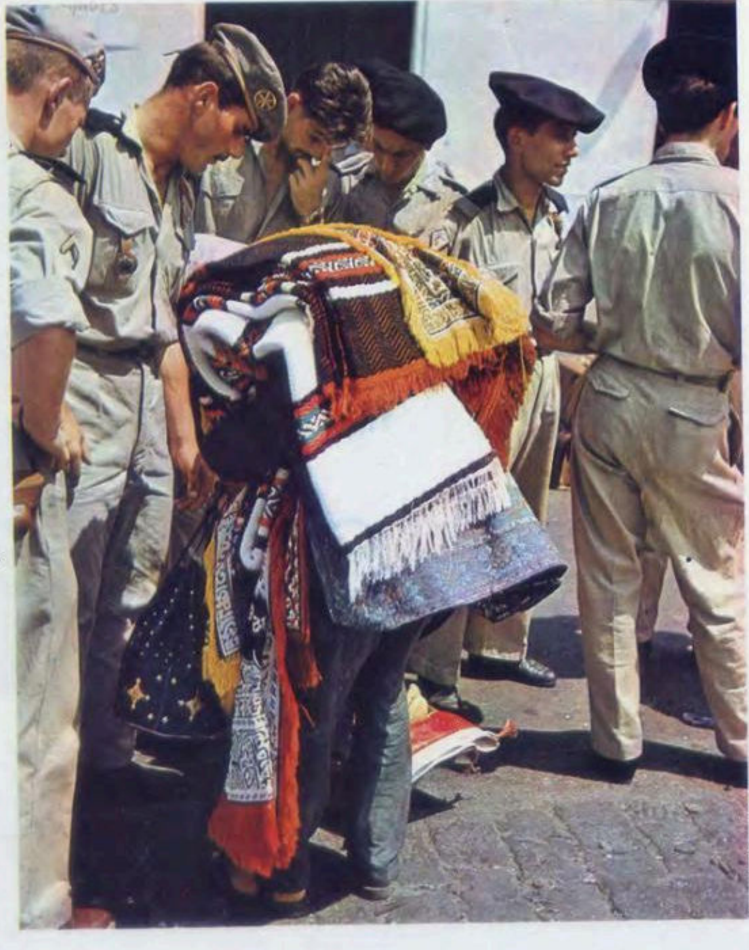
Le massacre de jeunes soldats

L'exemple de Bab-el-Oued est significatif. On sait que, le 23 mars, ce quartier se constitua en point d'appui armé, selon une tactique préconisée par l'O.A.S., après le massacre de jeunes soldats dont les camions s'y étaient imprudemment aventurés isolément. Ce fut alors la tactique d'Ailleret qui fut appliquée, sous son contrôle direct, pour réduire aussitôt le bastion insurgé : gros déploiement des forces, spectaculaires coups de canon ▶



D. Foucher

▲ Les unités sont peu à peu transférées en métropole ou démobilisées. Pour beaucoup de soldats, le retour en France est accueilli avec joie. Mais d'autres partent le cœur plein de tristesse en pensant que, bientôt, sur les villes flottera le drapeau algérien...



Alain de Maupeou

... le cœur plein de ▶ remords, aussi, en songeant aux harkis qu'ils ont dû abandonner à leur destin après leur avoir dit et répété, parce qu'ils le croyaient sincèrement, que « la France restait ». *(Photo :)* l'achat d'un dernier souvenir avant le départ pour Marseille.

le drame de la rue d'Isly était-il évitable?

de blindés sur quelques murs, bruyant mitraillage des toits par avion, ratissage confié aux gendarmes. Il y eut des pertes douloureuses, de l'ordre d'une centaine de tués et de blessés, dans la vaillante et malheureuse population révoltée, à laquelle Christian Fouchet, nouveau dépositaire des pouvoirs de la République, adressa des paroles émouvantes. Si graves que furent ces pertes, elles étaient moins lourdes que si on avait fait donner aveuglément la troupe contre la foule, comme on fit si souvent en Europe dans le siècle passé. Les instructions énergiques et mesurées d'Ailleret, puis de Fourquet, qui lui succéda le 26 avril, si elles ne purent malheureusement avoir d'effet sur le nombre des attentats, évitèrent dans une large mesure l'augmentation illimitée des pertes dans les foules musulmanes et européennes, à Constantine en 1961, à Alger et à Oran en 1962.

A propos du drame de la rue d'Isly, le 26 mars, Yves Courrière, dans *les Feux du désespoir*, rapporte qu'Ailleret avait prescrit que « les tirailleurs ne fussent pas mêlés aux opérations de police à Alger ». C'est exact. Une instruction stipulait que les tirailleurs, soldats braves mais impressionnables, ne devaient être employés qu'en dehors des centres urbains. Donner un ordre est une chose, être assuré qu'il arrive à ses destinataires, qu'il soit compris et exécuté, en est une autre. A Reghaïa, la nouvelle de cet incident sanglant, qui fit quelque 50 morts et 200 blessés, nous consterna. Nous n'avions pas réussi à le conjurer, après en avoir évité beaucoup d'autres. Mais un drame de ce genre était-il évitable? Le procédé insurrectionnel qui consiste à lancer une foule sur un service d'ordre pour le déborder risque, s'il ne réussit pas dans sa tentative de subversion, de se solder par de nombreuses victimes : c'est ce qui s'était produit rue d'Isly.

L'armée d'Algérie, dans sa dernière année de lutte, a bien réussi à dominer son adversaire; elle a rempli son rôle d'outil de force nécessaire à l'exécution de la politique gouvernementale; pour accomplir sa mission, l'outil avait plié sans rompre, car il était fait d'un excellent métal, mais non sans souffrir.

« Sans joie mais avec certitude... »

Je cite quelques-uns des motifs d'amertume que nous ressentions dans notre cœur de soldats : impuissance devant le déchaînement des fanatismes qui multipliaient les meurtres de toutes parts, les affrontements violents des deux communautés à Alger et à Oran, les destructions folles de leur patrimoine commun; participation à la douleur de nos compatriotes, Français de souche et Français musulmans, et crainte des difficultés qu'ils auraient à refaire leur vie en métropole ou des dangers qu'ils affronteraient en restant dans leur pays natal; sentiment que les efforts généreux faits par tant des nôtres dans ce pays ne seraient pas poursuivis après notre départ dans l'esprit qui avait été le leur; rupture avec un passé cher et glorieux; incompréhension, suspicion, calomnie, hostilité, à l'égard de notre action de la part de fractions variées de l'opinion et jusque dans nos rangs.

A la manière dont l'armée d'Algérie avait rempli son devoir dans sa dernière année de lutte pouvait s'appliquer aussi ce que le général de Gaulle a dit de la façon dont il a mené la politique au cours de cette période amère : « Sans aucune joie, certes, mais avec la certitude de bien servir ainsi la France. » H

Général HUBLOT

Courdent

L'O.A.S. continue sa ▶ campagne de propagande, mais les pieds-noirs, maintenant, ne souhaitent qu'une chose : fuir. Alors, ils bradent leurs stocks, vendent leur mobilier à vil prix ou le brûlent sur la chaussée : des souvenirs d'une, deux, trois générations. Le passé, pour eux, est mort.

Marc Riboud/Magnum

LA RÉCONCILIATION



J.L. Normand

Cette longue file ? Des ▶ Européens et des F.S.N.A. qui vont se faire inscrire pour les prochains départs vers la métropole. Sous le soleil brûlant, l'attente est longue.

MAI 1962. Une atmosphère de crépuscule des dieux règne dans une Algérie en proie à la panique, au terrorisme et au contre-terrorisme. L'O.A.S. se livre toujours à une débauche de meurtres et d'attentats, tandis que le F.L.N. rend coup pour coup et ne limite pas ses actions à des P.C. de l'organisation ▶

autour des aéroports et des gares maritimes, les files d'attente s'al

Deux drames quotidiens en Algérie : un mort anonyme, recouvert d'une bâche ; un bâtiment qui flambe. La violence des uns provoque celle des autres. Aux crimes de l'O.A.S. répondent ceux du F.L.N. On assassine en Algérie, en 1962, avec frénésie et aveuglement.



J. P. Biot/Paris-Match



Keystone

secrète, comme il le prétend. Des Européens sont enlevés, torturés, égorgés. Des enfants sont mitraillés. Désespérés, la rage au cœur, les Européens ne songent plus qu'à fuir. Ils bradent ou détruisent leurs biens, prennent d'assaut les aéroports, les gares maritimes, où des files d'attente s'allongent sur plusieurs kilomètres. Ils n'ont plus qu'une obsession, traverser la Méditerranée. L'ultime appel de l'archevêque d'Alger, Mgr Duval, insistant sur la cohabitation des communautés « dans la compréhension réciproque, dans un effort courageux de compréhension de l'avenir », semble dérisoire.

C'est dans ce climat dramatique que l'invraisemblable, l'inattendu, se produit. A la fin de mai, la presse annonce l'existence de contacts secrets entre des représentants de l'O.A.S. et du F.L.N. pour préciser, compléter les accords d'Évian. Une entente, une ultime réconciliation, est-elle encore possible? Deux hommes sont à l'origine de ces premières rencontres. Il y a d'abord Abderrahmane Farès, le président de l'exécutif provisoire, persuadé que l'exode massif des Européens ne peut que conduire l'Algérie à la misère et à l'aventure. Il est finalement convaincu que seule une entente avec l'O.A.S. permettra d'éviter le chaos et il se déclare prêt à discuter avec le diable s'il le faut.

Il y a enfin Jean-Jacques Susini, une des meilleures têtes politiques de l'O.A.S. et le véritable chef de l'organisation depuis l'arrestation de Salan. Son autorité est indiscutable, tout au moins dans la zone d'Alger. Il est maintenant arrivé à la conviction que l'O.A.S. se trouve dans une impasse. Malgré les ordres comminatoires, les émissions pirates, malgré les intimidations — telles les grenades lancées contre les files de voyageurs —, les Européens abandonnent la lutte, désertent en masse, refusent de combattre le dos à la mer. L'O.A.S. en est réduite à la politique de la terre brûlée, qui n'est, en fin de compte, que l'aveu d'un échec. A la fin de mai, bâtiments administratifs, lycées, écoles, sont la proie des flammes.

Comme un « interlocuteur valable »

Des désaccords existent encore au sein de l'organisation. L'Oranie est pratiquement indépendante et les colonels veulent poursuivre la lutte dans la métropole. En fait, Susini ne croit pas à l'avenir de l'organisation en France. Il faut changer de stratégie, estime-t-il, aboutir à un accord entre « Algériens ». En somme, se faire reconnaître comme un « interlocuteur valable », négocier d'égal à égal avec le F.L.N., sans dissimuler un authentique mépris pour la France « dissidente et corrompue ».

La première rencontre entre Farès et Susini a lieu le 18 mai 1962 près d'Alger. Une certaine sympathie, au sens propre, s'établit. Le président de l'exécutif provisoire insiste sur le fait que son autorité est désormais « assise » sur une bonne partie de l'Algérie. Il insiste sur l'avenir que l'Algérie nouvelle peut offrir à tous ceux qui voudront en faire leur patrie. De son côté, Susini admet que la politique de la terre brûlée est dépassée et que l'heure est venue d'une entente entre les chefs de l'O.A.S. et les futurs responsables de l'Algérie. On se met finalement d'accord sur un texte qui n'a que fort peu de chances d'être admis par le F.L.N., mais qui servira de base à de futurs contacts. Ce texte contient un projet d'amnistie pour tous les membres de l'O.A.S., une participation européenne à la force locale, une organisation mixte de la police et de l'administration dans les grandes villes et même une ébauche de Constitution.

Mais, dans l'attente de contacts directs O.A.S.-F.L.N., des intermédiaires paraissent indispensables. Christian Fouchet lui-même se charge de les contacter et obtient l'accord de Jacques Chevallier, l'ancien maire d'Alger, connu pour ses opinions libérales et qui vient de déclarer : « Une seule chose compte pour nous : le destin de notre commune et jeune patrie. » En tout cas, l'entente entre Susini et

Marc Riboud/Magnum



Sur les murs, toujours les mêmes slogans. Mais l'O.A.S. agonise et se déclare prête à discuter avec le F.L.N.

ngent sur plusieurs kilomètres...



Christian Fouchet, haut-commissaire en Algérie. Dès son arrivée à Alger, il avait appelé les pieds-noirs à la raison, s'adressant directement à eux à la télévision.



Mgr Duval, archevêque d'Alger. Ses appels au calme ne seront pas entendus. Il est vrai que sa position dans le conflit a fait de lui la bête noire des Européens.

Chevallier s'établit aussitôt. Un accord ne peut concerner que ceux qui sont effectivement « algériens », à l'exclusion des colonels. Chevallier insiste sur la création d'une formation politique, qui serait à la fois favorable à l'indépendance algérienne et à la formation d'une vaste « Confédération franco-africaine » dont la capitale serait Alger.

Le 28 mai, par l'intermédiaire de Christian Fouchet, Susini et Farès présentent propositions et contrepropositions. Déjà, on se rend compte que, s'il existe un consensus sur le principe d'une Algérie ouverte à tous, Européens et musulmans, un fossé de taille apparaît sur les modalités de cette coexistence. Si le texte de Susini insiste sur le fait que les négociations ne doivent concerner que les seuls Algériens, il prévoit un système qui s'éloigne fort des accords d'Évian : bicaméralisme, bilinguisme, unités militaires européennes, et qui implique la reconnaissance officielle de l'O.A.S. Pendant la période transitoire, un Directoire national algérien comprendrait quatre membres du G.P.R.A. et trois représentants de l'O.A.S. Pour Susini, « la constitution d'un État ne pouvant se concevoir sans une adhésion enthousiaste de la plus grande partie de la population qui l'habite, il convient que les accords envisagés apportent à chacun des raisons de confiance dans l'avenir commun ».

Mais Farès n'entend pas aller si loin et ne veut pas dépasser le stade d'un aménagement des accords d'Evian. Il ne peut être question, notamment, d'un Directoire national algérien. Les contacts se poursuivent cependant. Et le 31 mai se produit un événement majeur. A la demande de Farès, Susini donne l'ordre à l'O.A.S. de suspendre ses activités. C'est d'ailleurs une occasion de donner la preuve de sa représentativité et de son autorité. Simultanément, des tracts O.A.S. indiquent que « les révolutionnaires de bonne foi et les Algériens de bonne volonté ▶





A mesure que se rapproche la date du référendum sur l'autodétermination, l'O.A.S. multiplie ses actions dévastatrices, à Oran comme à Alger. *A droite :* la préfecture d'Alger, qu'une formidable charge de plastic a éventrée. *Photo de gauche :* l'hôtel Aletti.



G. Ménager/Paris-Match

A gauche : **le Dr Mostefai.** ***A droite :*** **le bureau où furent signés les accords O.A.S.-F.L.N. Mais il était trop tard pour que les deux communautés pussent bâtir ensemble une Algérie fraternelle, trop tard pour arrêter l'exode des pieds-noirs, qui ne voyaient plus leur salut que dans la fuite. Les Européens avaient choisi l'exil.**



le 17 juin se produit un coup de théâtre...



Marc Riboud/Magnum

Ci-dessus : **Jacques Chevallier (de profil) l'ex-maire d'Alger, dans sa maison d'El-Biar. Il voulait croire qu'une Algérie fraternelle pourrait renaître de ses ruines.** ***A droite :*** **Jean-Jacques Susini, tête politique de l'Organisation armée secrète. Plus lucide que ses compagnons, il a été le premier à envisager des conversations avec le F.L.N. et à proposer ouvertement d'engager le dialogue.**

Taousson/Paris-Match

doivent se réunir pour réaliser l'intégration entre Algériens. Un tel accord n'est rien d'autre que la traduction du rapport des forces. L'avenir de l'Algérie passe par la reconnaissance de l'O.A.S. par l'adversaire ».

Le 1er juin, un pas nouveau est franchi. Dans la villa de Jacques Chevallier, à El-Biar, un colloque rassemble une douzaine de personnes, dont Farès, Jean-Marie Tiné, d'une vieille famille algérienne, dix-sept fois plastiqué, Susini et le colonel Gardes, qui a d'ailleurs pris de son côté des contacts avec le F.L.N. On constate alors que le point de vue de Farès n'a pas changé. Les « accords récrits » doivent se limiter à quelques aménagements : amnistie, intégration d'unités européennes, compétence élargie de la Cour des garanties.

On n'en décide pas moins de poursuivre les contacts et pendant les premiers jours de juin, Jean-Marie Tiné maintient une liaison entre Rocher-Noir et Alger. En réalité, on bute toujours sur deux points : les aménagements des accords d'Evian et la représentativité de l'O.A.S.

Pour sortir de l'impasse

Enfin, le 5, au cours d'une nouvelle rencontre avec Farès, Susini pose la question de la caution du G.P.R.A. et ne se satisfait pas des déclarations apaisantes du président de l'exécutif provisoire. Les hésitations des leaders de l'O.A.S. sont d'autant plus grandes qu'à Tunis le G.P.R.A. dénonce la création d'un parti européen et affirme que l'avenir des Européens est dans la politique tracée par le F.L.N.

Toutefois, le même jour, les services du gouvernement français diffusent un appel de l'ex-général Jouhaud invitant l'O.A.S. à cesser le combat : « Nos sentiments n'ont pas varié, mais les événements ont pris en Algérie le cours de l'irréversibilité. L'indépendance est un fait pratiquement acquis. Lorsqu'un chef estime que la bataille est sans issue, que l'honneur est sauf, il est pour lui un moment douloureux, tragique, c'est d'arrêter les combats. Il faut chercher avec nos ennemis d'hier un terrain d'entente qui permette à tous les Français de continuer à vivre sur leur terre natale en toute dignité... »

On est alors dans l'impasse. Toutefois, l'appel de Jouhaud favorise la tâche de Chevallier et de Tiné, qui réussissent à persuader Farès qu'un des représentants du Front à l'exécutif provisoire, le Dr Mostefai, soit mis au courant des tractations et qu'une délégation franco-algérienne se rende à Tunis. Le 6 juin, un entretien a lieu entre l'ancien maire d'Alger et le docteur Mostefai, qui finit par se laisser convaincre de la nécessité d'accorder des concessions. Il est convenu que deux représentants du Front accompagneront Farès à Tunis.

Mais, à ce moment, l'O.A.S. reprend sa liberté d'action. Le 7 juin, plusieurs immeubles sont plastiqués à Alger et la bibliothèque de l'université est ravagée par un incendie. Toutefois, l'O.A.S. n'entend pas couper complètement les ponts. Au cours d'une déclaration, un de ses chefs affirme qu' « il est temps de s'en remettre aux forces légales » et à l'occasion d'une émission radio, l'organisation estime que « tout est encore possible ».

La relance intervient, finalement, le 10 juin, avec le retour de la délégation de Tunis qui a reçu le feu vert du F.L.N. Le lendemain, le Dr Mostefai annonce à Jacques Chevallier et à Jean-Marie Tiné que le G.P.R.A. est disposé à traiter sur trois points : la réalité des conversations avec l'O.A.S. sera reconnue, une amnistie sera accordée, des volontaires européens pourront entrer dans les rangs de la force de l'ordre algérienne. Il n'est pas question d'un Directoire national algérien ni d'une reconnaissance officielle de l'O.A.S. Après un dernier imbroglio provoqué par l'intervention de quelques parlementaires, comme Marc Lauriol ou Abdessalam, Jean-Jacques Susini finit par se rallier, le 12 juin, aux propositions de Mostefai.

Mais, au dernier moment, tout paraît remis en cause par une déclaration de Ben Khedda : « Nous assistons actuellement à une série de manœuvres tendant à



Ch. Courrière/Paris-Match

saboter les accords d'Evian en faisant croire à leur révision possible, sous prétexte de donner des garanties supplémentaires aux Européens. Mon gouvernement exclut catégoriquement cette possibilité. » A ce moment, la politique de la terre brûlée sévit de plus belle. Des explosions ravagent les hôpitaux d'Alger et le nouvel hôtel de ville. Il faut encore quarante-huit heures de discussions, marquées par l'intervention de Krim Belkacem et de Fouchet, pour sortir de cette nouvelle impasse.

Le 15 juin, les protagonistes de l'affaire se réunissent pour la dernière fois. Il y a là Farès, Mostefai, Chevallier, Tiné et Susini. Le climat est bon et deux jours plus tard, les « accords » sont définitivement conclus. Mais Susini y a mis une dernière condition. Dans sa déclaration, Mostefai devra désigner nommément l'O.A.S.

Gardy s'obstine

Sur les instances de Chevallier, Mostefai finit par céder. Alger vaut bien une messe et le dimanche 17 juin, à 13 heures, le coup de théâtre se produit. Le représentant du G.P.R.A. s'adresse directement à la population européenne à la radio :

« Je sais le désarroi dans lequel vous êtes. Vous vous posez des questions sur votre avenir dans ce pays... Ces sentiments ont été exprimés par les dirigeants des organisations syndicales et professionnelles, et en particulier par les dirigeants de l'O.A.S. avec lesquels nous nous sommes entretenus.

» L'entente et la paix sont possibles, ajoute-t-il. Sachons saisir ensemble l'occasion qui s'ouvre à nous de ramener la concorde nécessaire entre tous les Algériens. Les forces algériennes qui prendront la relève des gendarmes et des C.R.S. doivent être les forces de l'Algérie tout entière. Elles sont chargées d'assurer l'ordre public pour tous. Tous doivent pouvoir en faire partie. Les mesures nécessaires sont prises en vue de l'exercice des droits civiques algériens, afin que vous, Algériens d'origine européenne, participiez également à la sécurité en Algérie. »

Le soir même, Susini s'adresse, à son tour, à la population d'Alger dans une émission pirate, qui, pour une fois, n'est pas brouillée. Il affirme d'abord son accord sur les propositions du Dr Mostefai, « à l'élaboration desquelles il a participé ». Il annonce ensuite que « le haut commandement de l'O.A.S. donne l'ordre, à partir du même soir, à minuit, de suspendre les combats et d'arrêter les destructions ». « L'O.A.S. ajoute-t-il, au nom de la communauté européenne, est prête à s'engager dans la voie qui lui est ouverte. Nous tiendrons nos engagements, que nos interlocuteurs tiennent les leurs. Alors, l'exode et la terre brûlée feront place aux activités créatrices et fraternelles. Alors, sans distinction de race ni de religion, nous construirons ensemble l'avenir algérien. »

Trois jours plus tard, le couvre-feu est levé à Alger. La guerre paraît terminée. L'Algérie ne va-t-elle pas devenir enfin une terre fraternelle pour les deux communautés? Certains l'espèrent dans la métropole, les accords du 17 juin sont accueillis avec satisfaction par l'opinion et les milieux politiques. La voix de la raison semble l'avoir emporté et l'on veut y voir une sorte de consécration de la politique du chef de l'État. C'est d'ailleurs avec le plein assentiment du général de Gaulle que Fouchet a œuvré en faveur du rapprochement O.A.S.-F.L.N.

En fait, la portée des accords va être bien mince. Ils ne concernent d'abord que l'Algérois, et la lutte de l'O.A.S. continue, en principe, à Bône et à Oran. Pour peu de temps, il est vrai. Dès le 17 juin, du fond de sa prison de Fresnes, Salan avait annoncé son ralliement aux « accords Mostefai-Susini », en des termes qui rappellent ceux de Jouhaud : « La voie nouvelle est tracée. Mes amis, restez unis de Bône à Oran. Pas de plates-formes territoriales. Une seule Algérie fraternelle où vous devez trouver la place qui vous revient. Le sang a trop coulé entre les deux communautés. Tous ensemble, prenez-vous les mains pour bâtir un avenir commun de concorde et de paix. Gardez votre beau pays dans une coopération avec la France. » Seul, Gardy s'obstine dans un ultime baroud d'honneur et la résistance oranaise finira par s'effondrer le 26 juin, sans qu'on puisse parler de véritables pourparlers.

En réalité, deux événements majeurs ruinent pratiquement dès le départ l'entente Mostefai-Susini. Tout d'abord, l'exode massif, ininterrompu des Européens. Après huit années d'espoir et de promesses, ceux-ci sont maintenant décidés à ne pas lier leur avenir à celui d'une nouvelle patrie si aléatoire. Un exode à peu près total réduit l'O.A.S. à un cadre vide. Enfin, il y a la crise du F.L.N. qui éclate en pleine lumière à l'heure même où le rapprochement avec les Européens semble se dessiner. Au total, la tentative Susini n'est qu'un aboutissement, une conclusion, qui ne manque pas d'une certaine élégance et même d'une certaine grandeur tragique. A Alger, l'O.A.S. a su disparaître. H

Philippe MASSON

Marc Riboud/Magnum



Évacuation d'un hôpital après un attentat O.A.S. Le 17 juin, les accords F.L.N.-O.A.S. prenaient effet et on pouvait espérer que plus jamais on ne verrait ces images de mort et de désolation. Mais à Oran, c'était toujours la terreur...

ALGER 1962 : LE CHEMIN

Pendant des années, dans des conditions de vie bien souvent difficiles et précaires, des milliers de musulmans avaient été internés dans des camps. Toute une population qu'il faudra réinsérer dans la société lorsque la porte des camps aura été ouverte. L'avenir de ces prisonniers libérés sera l'une des préoccupations de l'exécutif provisoire.



Ruys



Tark



Jactel

◀ **Les détenus algériens sont libérés. Mais les camps d'internement ne sont pas fermés pour autant. D'autres pensionnaires prendront leurs places : les Européens, qu'ils soient membres de l'O.A.S. ou partisans de l'Algérie française. Il suffit alors d'être soupçonné de sympathie pour l'O.A.S. pour être interné dans un camp.**

Ainsi, contre vent et marée, l'exécutif provisoire, considéré par les uns comme une machine diabolique, par les autres, pour qui le diable c'était l'O.A.S., comme l'instrument du salut, poursuivait son chemin dans la voie tracée par les accords. Peu à peu, la coopération instaurée au sommet descendait vers la base, et quand elle se fut suffisamment étendue, l'O.A.S. comprit que son action n'avait d'autre résultat que de faire fuir les Français d'Algérie, fonctionnaires ou non, et se retrouva presque seule dans un monde de plus en plus hostile. Hadès, venu des Enfers, marchait vers le pouvoir.

Il est banal de constater que le terrorisme requiert peu de moyens et on a souvent dit, à juste titre, que la guerre d'Algérie aurait été pratiquement terminée dès 1955 s'il n'y avait eu le terrorisme F.L.N. La rébellion était, en effet, le fait de quelques milliers d'hommes sur une population totale de plus de 9 millions d'habitants, et la thèse du « dernier quart d'heure », quasi unanimement admise du temps de Guy Mollet et de Robert Lacoste, s'est heurtée à une réalité toute simple, mal analysée au départ, c'est que la terreur organisée, pensée, conduite et exploitée comme une opération militaire par une pseudo-hiérarchie, peut faire pièce à la meilleure organisation défensive du type traditionnel. On peut même dire que le démantèlement des réseaux terroristes n'est pas, en soi, une solution dans la mesure où une idéologie en permet le renouvellement constant et ces questions nécessitent une stratégie en même temps qu'une tactique adaptées à chaque cas.

Certaines situations « terroristes » appellent d'ailleurs le succès et on l'a bien vu pendant la guerre, où la Résistance a pu, tant bien que mal, renaître de ses cendres après chaque répression.

Vers les années 60, il devint de plus en plus clair que l'Algérie serait ou française ou indépendante sans qu'aucune solution intermédiaire fût prévisible, et que, comme la solution française était irréalisable, parce qu'elle se heurtait à des obstacles ethniques, religieux, raciaux, sociaux, géographiques, et à des impossibilités spécifiques, l'indépendance devenait inéluctable.

Relativement peu de personnes ont pris conscience de cette réalité, au moins au début de la Vᵉ République, et il a fallu attendre plusieurs années pour que l'opinion évoluât. Vers la fin de 1961, les prolongements au-dehors de la stratégie F.L.N., avec le support du G.P.R.A., permettaient de penser que les jeux étaient faits et que l'Algérie serait indépendante, mais cette conception était loin d'être admise en Algérie, où l'O.A.S. décida de jouer son va-tout par un terrorisme accru et systématique.

L'O.A.S. prétendait renverser cette évolution en amplifiant et en perfectionnant les méthodes terroristes, souvent artisanales, du F.L.N., sans se rendre compte que le terrorisme F.L.N. avait eu une infrastructure idéologique que la moindre étincelle pouvait généraliser sur l'immense

MENT DE LA PAIX

majorité de la population et sur un territoire dont le moins que l'on puisse dire est qu'il n'était pas français; c'est d'ailleurs ce qui s'est produit et après les accords d'Évian et le référendum du 8 avril, le terrorisme F.L.N. a pratiquement cessé parce que son idéologie triomphait. L'O.A.S. croyait qu'après avoir nié la possibilité des négociations, puis des accords, elle pouvait encore en rendre l'application impossible.

Le défi de Salan

Cet objet nécessitait une adaptation des moyens. Aussi, après la date-charnière du 19 mars et le défi de Salan qui avait provoqué l'insurrection de Bab-el-Oued, l'O.A.S. « s'organisa ». Le Conseil national de la Résistance française en Algérie avait été créé par Salan avant les accords, en vue de « restaurer la souveraineté du peuple français selon les termes de la Constitution de 1958 ». A la fin du même mois, Salan créa un « Conseil national de la Résistance » en vue d'organiser la « Résistance » en métropole. Georges Bidault fut désigné comme son successeur éventuel. Le « C.N.R. » proclama la patrie en danger. Il « prononça » même la « déchéance » du président de la République française, des ministres et des hauts fonctionnaires et militaires d'Alger et déclara délier de toute contrainte hiérarchique tous les agents de l'État, militaires ou civils. L'opération se prétendait d'envergure et elle se proposait comme but de donner une existence politique à la « Résistance » sur le plan européen et mondial. Georges Bidault diffusa depuis la Suisse, une lettre d'information dans laquelle il s'efforçait d'expliquer l'illégalité du référendum et son passage dans la clandestinité. Argoud prit la tête de l'O.A.S.-Métropole.

Il faut bien dire que toute cette agitation n'allait pas très loin dans une Algérie livrée de plus en plus au terrorisme. Son résultat le plus clair fut surtout d'exciter les Algériens, qui appréhendaient toujours, plus ou moins, un nouveau putsch, désormais inconcevable en Algérie, et surtout un attentat contre la personne du général de Gaulle. Néanmoins, le C.N.R., qui se voulait à l'échelle internationale, inondait la presse étrangère d'articles et de communiqués dont les échos nous arrivaient, surtout par les agences, édulcorés et bien affaiblis. Quant au Conseil national de la Résistance en Algérie, sa création ne changeait rien pour personne; l'O.A.S. restait ce qu'elle était : une entreprise de terrorisme de plus en plus aveugle. D'ailleurs, la preuve que l'organisation ambitieuse était privée de tout contact avec la réalité, c'est que l'arrestation, en Algérie, de Jouhaud (25 mars), de Degueldre (7 avril)


Dalmas

Azedine. Malgré l'emprise qu'il a sur ses troupes, il n'arrivera pas toujours à empêcher les actes de violence.

et de Salan (20 avril), ainsi que celle, en France, de Canal, vedette de la « Résistance-Métropole » (4 mai), qui frappèrent très fortement l'opinion, eurent peu d'influence visible sur l'organisation elle-même, laquelle persista dans son état second, qui lui faisait confondre ses rêveries avec les faits. L'O.A.S. continuait de plus belle, mais elle perdit chaque jour, dès avril 1962, son caractère d'organisation hiérarchique pour devenir une juxtaposition anarchique d'irréductibles incontrôlables.

Je m'étais efforcé, surtout au cours du premier trimestre de 1962, d'évoquer, avec quelques interlocuteurs et journalistes amis, ce que je considérais comme une mys-


Coll. particulière

Le préfet de police, ▶ Vitalis Cros. Il aura de nombreux contacts avec Azedine et Oussedik.

tification soigneusement entretenue par l'O.A.S. et qui consistait à faire croire au maximum de gens que la subversion prenait le pas sur les pouvoirs publics. Il y aurait, certes, beaucoup à écrire sur ce sujet. Il convient seulement de signaler que l'illusion venait de ce que l'O.A.S. avait son domaine propre, qui était celui du terrorisme, secteur limité et qui nécessitait peu de moyens, alors qu'en principe, les pouvoirs publics étaient responsables partout.

On le leur faisait bien voir.

Nous recevions des demandes de protection innombrables, d'autant plus véhémentes... qu'elles émanaient d'organismes noyautés par l'O.A.S. C'était de bonne guerre. Il est même arrivé souvent qu'après avoir été informés d'un refus de notre part — car il ne pouvait être question de disperser les moyens les plus sûrs — l'O.A.S., largement approvisionnée en effets militaires de toute sorte, envoyait un commando en uniforme commettre quelque méfait en notre nom.

On racontait quantité d'histoires.

Tous les petits faits juxtaposés, en général pratiquement connus des seuls journalistes et de tous ceux qui n'étaient pas dans l'action, donnaient effectivement des éléments à l'O.A.S. pour alimenter sa propagande. Mais les vraies lignes de force passaient de plus en plus par nous et par le F.L.N., qui sortit peu à peu de la clandestinité après le 7 avril (date de la première réunion de l'exécutif provisoire).

(Suite page 3164)

Marc Riboud/Magnum



Christian Fouchet. ▶ Pendant trois mois, le haut-commissariat et l'exécutif provisoire vont œuvrer côte à côte pour faire face au chaos qui règne en Algérie. Toute la politique de Fouchet va être commandée par un souci : éviter un désordre tel que les accords d'Évian soient rendus inapplicables. « Le monde entier se liguerait contre vous si vous tentiez de revenir sur ce qui a été décidé et conclu », dit-il en s'adressant aux pieds-noirs...



BOU-SAADA
Danse des Ouled-Naïl





Ménager/Paris-Match



Marc Riboud/Magnum

◀ Brahim Bayou, délégué aux affaires culturelles. Les commissions mixtes travaillent sans relâche, dans un climat de compréhension et de concessions mutuelles.

depuis le 19 mars, le F.L.N. était devenu un parti politique légal

(Suite de la page 3161)

D'ailleurs, la dernière des erreurs eût été d'ignorer les forces vives réelles en voie d'organisation sur le terrain. Il fallait être pragmatique en passant outre à la mythomanie environnante. Les contacts avec Azedine, qui était à Alger depuis janvier, et Omar Oussedik notamment, rares et clandestins, devenaient peu à peu moins secrets, car le F.L.N. était devenu un parti reconnu le 19 mars. Dès le 30 mars, nous nous sommes concertés de plus en plus régulièrement.

Début avril, après le tournant du 26 mars, des rencontres quotidiennes avec Omar Oussedik furent organisées et je participai, dès ce moment-là, à plusieurs réunions à l'exécutif provisoire pour coordonner notre action avec celle des organisations algériennes. Il fallait régulariser la situation d'un nombre incroyable de futurs Algériens, sortis de prison ou venus de partout, et surtout capter et conserver leur confiance pour que l'affrontement que nous voulions éviter n'eût pas lieu.

Le travail pratique qui s'est fait dans les commissions mixtes, auxquelles participait la préfecture d'Alger en tant que de besoin, toujours silencieuses et le plus souvent inconnues du public et de la presse, satisfaisait nos aspirations à la paix dans un climat de plus en plus confiant. Il n'était pas question de guerre dans ces réunions, il s'agissait d'approvisionner les quartiers musulmans terrorisés et repliés dans leur terreur, de ravitailler des cliniques — notamment celle du Clos-Salembier — et d'intégrer peu à peu la force réelle de l'exécutif et du F.L.N. dans le dispositif général. Cela se fit sans trop de heurts et surtout discrètement.

Pendant que le terrorisme accru de l'O.A.S. faisait dire aux observateurs superficiels qu'elle faisait la loi, nous travaillions en profondeur et utilement. C'est sur l'insistance du représentant des syndicats algériens que je finis par décider la réouverture de l'embauche au port : cela n'alla pas sans difficultés car il fallait mettre dans le jeu la Chambre de commerce et les principaux intéressés. La volonté du préfet, inspecteur général régional, qui organisa les contacts divers et administratifs préalables, malgré les difficultés de toute sorte, joua un rôle important dans l'affaire.



Marc Riboud/Magnum

La veille de l'ouverture du port, l'amiral me fit part de son inquiétude; il voulait surseoir. Il avait des informations peu rassurantes... Pourtant, il ne pouvait être question de reculer.

On sait ce qui arriva le 2 mai : 63 tués et 140 blessés à l'embauche du port.

Un soir, vers le 7 mai, Azedine me dit :

— Si ça continue, je vais être obligé, pour tenir mes troupes, de faire quelque chose. Il leur faut un dérivatif. J'ai peur que la marmite n'explose... et ni vous ni moi n'y pourrions rien.

La manifestation F.L.N. que beaucoup voulaient faire fut quand même décommandée *in extremis*, après des discussions dans lesquelles le rôle du président Farès fut décisif et auxquelles il me fallut bien participer. Le 14 mai, Azedine lâcha quand même du lest : le mitraillage d'Européens, au Ruisseau notamment, fit 17 morts et la riposte de l'O.A.S., plus de 30.

C'est aussi au début de mai 1962 que fut évoquée la question cruciale de la préparation des effectifs de maintien de l'ordre : force locale et corps urbain d'Alger.

Ce fut probablement la tâche la plus rude de cette période et pourtant il fallait bien l'assumer, et 1 800 auxiliaires temporaires occasionnels (A.T.O.) furent recrutés.

Pour donner « l'exemple », j'intégrai très tôt des A.T.O. dans la garde de la préfecture de police et, à l'époque, ce n'était pas le moindre reproche qui nous était adressé... même par nos amis. Comment pouvait-on se figurer que le transfert de souveraineté se ferait par un coup de baguette magique dans la nuit du 30 juin au 1[er] juillet?

En réalité, le transfert a duré sept mois, de mars à octobre 1962...

Les commissions mixtes travaillaient sans relâche.

L'entente entre les Algériens et les pouvoirs publics transformait, dans le même temps, Alger en une vaste entreprise d'assistance.

C'était possible parce que les forces du maintien de l'ordre poursuivaient, jour et nuit, une action à la limite des forces humaines. En six mois, elles avaient établi 11 336 barrages, fouillé 310 000 véhicules, fait plus de 14 000 perquisitions, contrôlé 1 100 000 personnes, en avaient appréhendé

Dans les gares maritimes, sur les aérodromes, les familles attendent, parfois pendant des jours, un passage. On vit à même le sol, nourri par l'armée... ▶

◀ Séance de travail et « récréation » à Rocher-Noir. *A gauche :* Jean Mannoni (affaires financières) et M'hamed Cheikh, délégué à l'agriculture.



Devant les ▶ sévices atroces dont sont victimes les malheureux harkis, les autorités françaises ont décidé de les regrouper dans un centre avec leurs familles en attendant de les envoyer en France.

Sygma

7 077 et déféré, sur-le-champ, à la justice plus de 2 000, saisi plus de 7 000 armes (dont près de 200 fusils de guerre, une trentaine de mitrailleuses et fusils mitrailleurs, plus de 2 000 grenades et un canon). Dans le seul mois de mai, il y eut 472 arrestations de tueurs ou de plastiqueurs, plus de 3 000 armes furent saisies ainsi que 300 grenades, plus de 100 000 cartouches, 50 relais de mortier, 200 détonateurs, une dizaine de postes émetteurs-récepteurs, 100 charges d'explosifs, etc., au cours de 1 031 perquisitions; 48 cafés furent fermés par arrêté préfectoral et plus de 400 jeunes de moins de vingt et un ans, tueurs confirmés ou en puissance, furent internés jusqu'en juin à Camp-du-Maréchal. Le nombre des personnes internées fut dans le même mois de mai de l'ordre de 5 000 après des contrôles qui avaient porté sur plus de 120 000 cas connus. La période du 20 mars au 20 mai n'avait pas été moins critique pour l'O.A.S. puisqu'elle avait subi (outre l'arrestation de Jouhaud, Salan et Degueldre) 853 arrestations de tueurs, de plastiqueurs ou de membres de réseaux, qui, ajoutées aux chiffres de mai, faisaient un total de plus de 1 100 irréductibles neutralisés.

C'est pour cela que, dès avril, l'O.A.S. a commencé son recrutement anarchique en imposant, par la menace, le terrorisme actif à tous et surtout aux jeunes. C'était là le signe que les réseaux désarticulés ne pouvaient plus renaître de leurs cendres : l'idéologie n'était pas féconde et la grande peur, dans laquelle beaucoup d'observateurs ont voulu voir la preuve de la défaillance des pouvoirs publics, était précisément la marque du phénomène contraire.

Il fallait d'ailleurs réserver les possibilités d'action les plus puissantes pour maintenir, coûte que coûte, les institutions et faire face à un éventuel affrontement qui aurait pu faire des dizaines de milliers de victimes.

A la fin du deuxième trimestre alors que l'on comptait en Algérie un attentat O.A.S. tous les quarts d'heure, l'organisation était consciente de son effondrement, comme de la désapprobation du monde entier et restait empêtrée dans les prises de position catégoriques et aussi peu délibérées que possible de ses chefs.

Elle se sentait manifestement vaincue par les forces qu'elle voulait combattre comme par ses propres contradictions. Elle n'était plus fière de ses méthodes, mais, incapable d'en changer, elle voyait que la conscience publique renaissante la délaissait, elle comprenait que les Français d'Algérie, aussi bien que certains de ses dirigeants, se désengageaient en constatant qu'envers et contre tout le mécanisme de la paix était en marche. Mais déjà avait eu lieu la première rencontre entre Farès, Broizat et Susini... H

J.P. Biot/Paris-Match



Vitalis CROS

ET ON MIT LES



◄ Le dimanche 1er juillet a eu lieu le référendum. Une chose surprend les observateurs : le nombre relativement élevé des Européens qui ont participé au scrutin. Ils ont voté par résignation, par lassitude sans doute, mais aussi pour assurer leur sécurité. Selon certaines rumeurs, le cachet « a voté », appliqué sur la carte d'identité, serait nécessaire pour être rapatrié en métropole.

E.C.P.A.

Les négociations d'Évian s'étaient achevées dans l'après-midi du 18 mars. Le cessez-le-feu devait devenir effectif le lendemain à midi. Le gouvernement français et le F.L.N. s'étaient mis d'accord sur trois sortes de dispositions :

• Les habitants de l'Algérie voteraient pour décider de l'avenir de leur pays; ce scrutin aurait lieu au moins trois mois et au plus six mois après le cessez-le-feu;

• Pendant la période transitoire, l'Algérie, qui continuerait à faire partie du territoire français, serait gérée par un haut-commissaire et par un exécutif provisoire;

• Si, comme il était à prévoir, les habitants de l'Algérie se prononçaient dans leur grande majorité pour l'indépendance, entreraient alors en vigueur les règles énoncées dans les accords d'Évian au sujet des garanties de la minorité européenne, de la coopération franco-algérienne, du maintien temporaire de certaines bases militaires françaises, etc.

Pour le haut-commissaire et les membres de l'exécutif, quelles allaient être les tâches prioritaires?

Il s'agissait de faire appliquer le cessez-le-feu. Il ne suffirait pas de donner aux forces l'ordre d'exécuter des consignes mûrement étudiées. Encore faudrait-il éviter les accrochages, les provocations, les incidents de toute sorte. A cet égard, la situation était à la fois simple et difficile. Simple, parce que, d'une part, l'armée française restait en Algérie, tout en poursuivant la réduction de ses effectifs entreprise par de Gaulle depuis l'année précédente et que, de son côté, l' « Armée de libération » du F.L.N. restait stationnée au Maroc et en Tunisie. C'est seulement après la proclamation de l'indépendance que l'armée française se retirerait des frontières orientale et occidentale de l'Algérie pour laisser entrer l'A.L.N. Situation difficile, d'autre part, en raison de l'existence de bandes rebelles éparses sur le territoire algérien. Ces bandes n'étaient plus ce qu'elles avaient été avant les grandes opérations militaires de 1959 et de 1960. Mais elles pouvaient, en se déplaçant, provoquer des accrochages. Aussi l'accord sur le cessez-le-feu disposait-il que ces forces conserveraient leur implantation actuelle et que, si des membres de ces formations se déplaçaient individuellement en dehors de leur région de stationnement, ils le feraient sans arme. Pour prévenir et régler les incidents, une commission militaire mixte était instituée.

Un passé commun

Il s'agissait en même temps d'aider ce malheureux pays à vivre et à retrouver des conditions d'existence plus normales. Par dizaines de milliers, des exilés allaient rentrer de l'étranger, des condamnés et des suspects allaient sortir des prisons et des camps d'internement. Un million de personnes avaient été déplacées; il faudrait organiser leur retour dans leurs villages d'où les avaient chassées les opérations militaires et les mesures de sécurité. L'incertitude politique avait engourdi la vie économique et menaçait la continuité des services essentiels; c'est à l'autorité publique qu'il incomberait de pourvoir aux besoins de la population en fait de ravitaillement, de transport, de service de santé. Bientôt, ces hommes et ces femmes allaient voter : il s'agirait de rétablir dans les faits, et pas seulement sur le papier, des libertés dont l'habitude, depuis des années, était perdue.

Enfin les exigences immédiates ne devaient pas faire négliger l'avenir. Malgré tout ce qui avait été fait depuis 1956 et plus encore depuis 1958 pour attribuer aux musulmans d'Algérie une part moins médiocre dans l'administration, celle-ci restait encore, du moins dans ses cadres supérieurs, à prépondérance européenne. Il allait s'agir d'accélérer l'évolution afin que, lorsqu'un gouvernement algérien prendrait en main les affaires, le passage d'un régime à l'autre se fît sans trop de heurts.

Un passé commun de cent trente ans avait créé entre la France et l'Algérie des liens qu'il n'était de l'intérêt d'aucune des deux parties de rompre en totalité. Les accords d'Évian avaient tracé les lignes d'une coopération dans les domaines d'intérêt commun, le problème était maintenant de passer des intentions aux actes.

Vaste tâche. Et pourtant, le plus difficile n'était pas là.

Depuis plusieurs mois, le vrai problème de l'ordre public n'était plus la poursuite de la pacification contre ce qui restait de bandes de fellaghas. C'était la lutte que menaient sur deux fronts les forces françaises contre le terrorisme du F.L.N. et contre celui de l'O.A.S. Le cessez-le-feu allait aviver le second sans faire cesser le premier.

Les causes de cette situation remontaient loin. Obstinément, depuis les offres de « paix des braves » d'octobre 1958, le F.L.N. avait refusé de mettre « les couteaux au vestiaire ». Ce refus avait empêché de convenir d'abord d'un cessez-le-feu, puis d'ouvrir des discussions politiques sur l'avenir de l'Algérie. Il avait fallu négocier en même temps une sorte d'armistice, les garanties de l'autodétermination et le régime futur. Le résultat le plus grave avait été de prolonger jusqu'à l'accord final une situation de violence qui excluait la réconciliation entre les hommes qui s'opposaient là-bas. Et maintenant, nous ne disposions plus que d'un délai d'environ trois mois pour ramener le calme.

Au fur et à mesure que les violences se prolongeaient et que, d'autre part, l'indépendance prochaine de l'Algérie devenait probable, les Européens s'étaient braqués contre la politique du gouvernement et avaient mis leurs espoirs dans l'O.A.S. Celle-ci agissait à la fois en métropole et en Algérie. Elle se donnait là-bas les allures non seulement d'une force clandestine mais d'une autorité légitime en face de ce qu'elle appelait un gouvernement de trahison. En même temps qu'à l'approche du cessez-le-feu elle multipliait les attentats, ses chefs constituaient des tribunaux, faisaient rendre une justice expéditive, prenaient des « ordonnances » et diffusaient auprès de leurs subordonnés des directives opérationnelles dans le style état-major le plus classique. Une ville comme Oran, au cours des premiers mois de 1962, était gouvernée au moins autant par l'O.A.S. que par l'autorité légitime. N'ayant pu empêcher la conclusion des accords d'Évian, l'O.A.S. voulut

COUTEAUX AU VESTIAIRE...





Dans la joie et l'excitation, les musulmans ont préparé le vote sur l'autodétermination. Dans toutes les villes, une foule enthousiaste décore les rues de drapeaux, de banderoles, de slogans politiques. Et le 3 juillet 1962, une déclaration publique et un échange de lettres entre de Gaulle et Farès feront de l'Algérie un pays indépendant.



Photos Marc Riboud/Magnum

du moins les rendre impraticables en faisant se heurter les forces de l'ordre et les musulmans et en multipliant à cette fin les provocations.

Le devoir des responsables français allait être de lutter contre l'O.A.S., d'arrêter ses chefs et les membres de ses commandos pour les livrer à la justice et d'essayer en même temps de faire comprendre aux Européens que les violences ne les mèneraient à rien et que la sagesse était pour eux de tenter de vivre dans l'Algérie indépendante; sinon, de s'implanter en métropole. Mais tout, chez les Européens de là-bas, les ferait se hérisser contre ces efforts des pouvoirs publics : leur conviction que, sans la souveraineté française, ils ne seraient qu'une minorité sans défense, la crainte suscitée par des années de violence, la rancœur et la haine contre de Gaulle. Nous pûmes, du moins, préparer le repli des fonctionnaires, des cheminots, des agents de grands services publics (Électricité et Gaz d'Algérie, Banque d'Algérie, caisses de sécurité sociale, etc.) en organisant leur intégration dans des organismes métropolitains correspondants. Mais rien de semblable n'était possible pour les agriculteurs, les commerçants, les membres des professions libérales : s'ils étaient ou s'estimaient obligés de rentrer en France, c'est aux mécanismes d'aide aux rapatriés qu'ils devraient avoir recours, c'est-à-dire à des formes d'aide qui tendaient moins à les indemniser des pertes subies qu'à préparer leur réinsertion dans la vie active sur le territoire métropolitain.

La mission des autorités françaises serait encore compliquée par l'indiscipline de certaines formations du F.L.N. qui allaient continuer à pratiquer par milliers des enlèvements ainsi que par les dissensions qui opposeraient les uns aux autres les dirigeants du nationalisme algérien. Ben Bella était le chef le plus populaire de la rébellion; son emprisonnement l'avait mis à l'écart depuis cinq ans et demi; les premières places étaient prises à la tête du G.P.R.A. par des hommes dont l'autorité était en fait inférieure à la sienne. Quand il rentrerait en Algérie après l'indépendance, le conflit qu'on sentait déjà éclaterait au grand jour.

Ainsi se présentait la situation quand Christian Fouchet et Abderrahmane Farès prirent les affaires en main.

Une voix grave et chaleureuse

Christian Fouchet, ce fut, pour la dernière fois, la France en Algérie. Haut-commissaire, il était dépositaire des pouvoirs de la République. C'est lui qui était en dernier ressort responsable du maintien de l'ordre. L'armée était placée sous son autorité, ainsi que la gendarmerie et les C.R.S. Les services civils de l'administration dépendraient de lui pour ce qui relevait de l'État en général et non de la seule Algérie. Par-dessus tout, il était le représentant du général de Gaulle, choisi par lui parmi les hommes qui lui étaient depuis le plus longtemps fidèles. Cette mission qu'il n'avait pas souhaitée, il allait l'accomplir avec tout son courage, sa générosité et sa façon directe de s'adresser aux hommes. « Ceux qui vous disent que votre avenir est de vous insurger contre la République, de protéger des assassins et de tirer sur des gendarmes et des soldats français sont des fous et des criminels. Ceux qui vous disent de vous abandonner aux tentations du désespoir vous mentent ▶

Lefebvre/Paris-Match

la cité administrative



Les membres du Croissant-Rouge algérien apportent leur assistance aux nombreuses « personnes déplacées » qui, maintenant que la guerre est terminée, peuvent enfin regagner leurs douars qui se trouvaient en « zone interdite ».

et vous trahissent. » Ainsi, dès son premier appel, s'adressait-il aux Européens d'Algérie. Il adjurait l'ensemble des Algériens : « Ne gâchez pas les chances d'une paix qui s'ouvre, qui est là, à portée de la main, après tant d'épreuves subies. »

Cet appel lui ressemblait. Il a le goût et le sens de l'Histoire. On hésite, pour ne point paraître faire une plaisanterie facile sur sa haute taille, à dire qu'il aime voir les choses de haut, mais c'est vrai. Son puissant gabarit, joint à sa tendance à prendre parti sur-le-champ, lui nuit parfois : on s'étonne que ce bloc de convictions puisse changer d'avis. Mais personne n'est tout simple. Sa voix, grave et chaleureuse, peut prendre, au détour d'une phrase, l'accent de la gouaille parisienne. Il paraît dominer souverainement les contingences, mais il souffre plus qu'un autre d'une attaque personnelle ou d'un mot injuste.

Voulant garder un peu de champ par rapport aux embarras administratifs, il me chargea des rapports avec l'exécutif provisoire. Depuis juin 1958, j'étais plongé dans l'affaire algérienne sous les ordres du général de Gaulle et celui-ci, sans guère me demander mon avis, m'avait envoyé à

Dans son P.C. de ▶ Ghardimaou, Boumediene. Rien ne va plus au sein du F.L.N., où l'on se livre à une lutte sans merci. Dans quelques semaines, le colonel passera à l'attaque.



Repro/Paris-Match

◀ Les S.A.S. ont été évacuées ainsi que les centres de regroupement. Les populations civiles regagnent leurs villages, accompagnées parfois par des soldats de l'A.L.N.

Pour ceux-là, tout ▶ est fini. Ils ont été 100 000 à partir au mois de mai ; ils seront 800 000 trois mois plus tard. Dans les cabines, dans la cale, sur le pont, ils s'entassent.



Magnum

e Rocher-Noir abrite tout un monde composite

Rocher-Noir comme délégué du haut-commissaire. Le président de l'exécutif fut Abderrahmane Farès. Pendant trois mois, nous avons travaillé ensemble tous les jours. Je l'ai revu récemment : il n'a pas changé. Malgré les vicissitudes qu'il a connues et sa situation délicate en face du régime Boumediene, il a toujours le même optimisme foncier. Il en fallait beaucoup, en mars 1962, pour s'embarquer dans cette galère. Eh bien, quand vous l'aviez en face de vous, solide, trapu, la tête un peu rentrée dans les épaules, le regard vif et sombre sous ses sourcils noirs, vous vous disiez qu'il finirait par s'en sortir. Cet ancien notaire, cet ancien président de l'Assemblée algérienne n'a pas seulement des habiletés de juriste et de parlementaire. Il est dur à la tâche, comme un bon Kabyle qu'il est. Il est courageux, téméraire même, ainsi qu'il devait le montrer quelques mois plus tard en se rendant sans protection à Alger pour d'obscures et utiles tractations avec les gens de l'O.A.S. C'était le type de ces Algériens imprégnés de culture française, au moins autant à l'aise à Paris qu'à Alger, qui donnaient à penser que, faite plus tôt et beaucoup plus largement, la politique d'assimilation, peut-être, aurait réussi.

L'équipe qu'il dirigeait était, par nature, hétérogène. Trois Européens libéraux en faisaient partie : Roger Roth, vice-président, Jean Mannoni, délégué aux finances et Charles Koenig, chargé des travaux publics, trois hommes qui avaient pris depuis des années de grands risques en s'efforçant de faire comprendre à leurs concitoyens que la politique de conservation ne conserverait rien du tout. Bientôt Roger Roth leur dirait qu'en soutenant l'O.A.S. ils se livraient à un suicide collectif.

Les membres musulmans étaient, soit des personnalités indépendantes, comme le délégué à l'agriculture, M'hamed Cheikh, président du Conseil régional d'Oran et de la Chambre d'agriculture de Tiaret, ou Me Abdelkader El-Hassar, bâtonnier du barreau de Tlemcen, soit des membres du F.L.N. Le leader de ces derniers était le Dr Chouki Mostefaï. Il avait milité longtemps dans les mouvements nationalistes algériens, avait exercé la médecine à Paris, puis avait rallié Tunis avant d'être le représentant du Front à Rabat. Malgré bien des difficultés, j'ai gardé bon souvenir de cet homme cultivé, courtois, aux convictions très fermes, mais ouvert à la discussion. L'un des quatre autres représentants du F.L.N. fait encore aujourd'hui partie du gouvernement algérien, c'est Belaïd Abdessalam.

Sous la tutelle du haut-commissaire, ces hommes formaient une ébauche de ministère algérien. Ils étaient tous nommés par décret du président de la République et constituaient en droit une autorité française. Le gouvernement provisoire algérien, créé par le F.L.N. en septembre 1958 et reconnu depuis lors par un nombre croissant de pays arabes et socialistes, restait installé à Tunis. Il ne rentrerait en Algérie qu'après l'indépendance.

Voilà donc l'exécutif en charge des affaires. Comment allait-il embrayer sur la réalité ?

Des miradors

Le risque, pour l'exécutif comme pour le haut-commissaire, était de rester prisonniers à Rocher-Noir. Imaginez, sur un plateau de faible hauteur, au bord de la mer, une sorte de lotissement où coexistaient les chantiers encore ouverts et d'où le vent faisait s'élever une poussière ocre, de grands bâtiments administratifs, des îlots de verdure et des villas, le tout ceinturé d'un double grillage que dominaient des miradors. Créée par le gouvernement pour permettre à son représentant d'échapper aux séductions et aux pressions d'Alger, la cité administrative de Rocher-Noir allait, pendant quelques mois, abriter un monde étrange et composite où le bourgeois nationaliste algérois et le préfet français, le général et l'ancien fellagha, l'Européen libéral et l'émissaire de l'O.A.S se côtoieraient et se rencontreraient. Prises d'armes, réceptions diplomatiques, visites ministérielles y entretiendraient les signes extérieurs d'une vie officielle. Mais quand un invité était en retard, c'est plus à l'embuscade qu'à la panne de voiture qu'on pensait.

Pour l'essentiel, les services centraux étaient restés à Alger. Cela ne facilitait pas la prise en charge par les délégués (ainsi s'appelaient les membres de l'exécutif) de leurs administrations respectives. Ils se rendaient, non sans précautions policières, à l'ancien Gouvernement général et les directeurs venaient les voir à Rocher-Noir. Une des tâches du haut-commissariat était de mettre les uns et les autres en contact et d'atténuer les heurts afin que l'administration pût continuer.

Prenons l'exemple de l'ordre public. Le haut-commissaire avait autorité sur l'armée, ultime recours en la matière. Le général Ailleret, puis le général Fourquet furent pendant cette période les deux commandants en chef successifs; l'un et l'autre avaient le sang-froid et la fermeté qu'il fallait pour faire face à une situation qui allait de l'irritant au dramatique. De ▶

Saulnier/Paris-Match

et l'action de l'O.A.S. tourne au nihilisme

même, la gendarmerie et les C.R.S. restaient des formations françaises. Mais les services de police devaient, sauf reprise en main par le haut-commissaire en cas de crise grave, passer sous le contrôle de l'exécutif. A la base, la police d'Algérie renâclait et il fallut désarmer les policiers de plusieurs commissariats d'Alger et d'ailleurs pour les remplacer par des gendarmes. Au sommet, quelle épreuve pour le préfet, chef des services de sécurité, que de venir rendre compte de la situation à un exécutif dont faisaient partie les membres d'une organisation qui, tout récemment encore, était illégale et pourchassée! Les accords d'Évian avaient prévu qu'une force locale de l'ordre serait créée. Elle fut d'abord constituée de supplétifs musulmans encadrés par des sous-officiers et des officiers musulmans de notre armée. La mise en œuvre et la direction de cette force furent confiées à Omar Mokdad, commandant dans l'armée française, breveté d'état-major, qui, en janvier 1961, avait accepté, par devoir et sans joie, de devenir préfet de Saïda. J'espère ne pas être injuste en disant que ce n'était pas en quelques mois et pendant une période aussi incertaine qu'une force de l'ordre pouvait acquérir cohésion, sang-froid et efficacité. En fait, la charge de la sécurité incomba jusqu'à l'indépendance aux forces et aux services français; ensuite, c'est, pour l'essentiel, l'A.L.N. qui prit la relève.

De fin mars à fin juin 1962, le haut-commissariat et l'exécutif travaillèrent côte à côte, se heurtant parfois, mais, au total, coopérant assez bien malgré la complexité des partages de compétence et les à-coups de la situation.

Quel fut le bilan de leur action?

Ils échouèrent dans leurs efforts pour éviter l'exode des Européens. A partir du mois de mai, quand la métropole eut approuvé les accords d'Évian par le référendum du 8 avril et quand il devint évident pour tous que la défaite de l'O.A.S. était inéluctable, les Européens, dans leur grande majorité, quittèrent un pays qui allait échapper à la souveraineté française. Les appels de Christian Fouchet, de Roger Roth et aussi de Chouki Mostefai, qui demandaient aux Européens de rester pour aider à bâtir l'Algérie nouvelle ne furent pas entendus. Aux causes profondes et anciennes (conviction chez les Européens que si la France cessait d'être la maîtresse en Algérie leur situation deviendrait intenable, conscience de leur part d'être une minorité qui deviendrait rapidement de moins en moins nombreuse au sein d'une population algérienne qui crois-


Leterrier

L'armée des ▶ frontières s'apprête, elle aussi, à entrer en Algérie. Elle le fera un peu plus tard, sur ordre du colonel Boumediene, bien décidé à régler son conflit avec le G.P.R.A. « par les armes et sur le terrain » si nécessaire.

◄ Des militaires, démobilisés, s'apprêtent à quitter l'Algérie. Quelles que soient leurs opinions politiques ou leurs réactions devant les événements, tous resteront profondément marqués par cette guerre.

Pour les Algériens ► réfugiés en territoire marocain ou tunisien, c'est aussi le retour. Tout le long des deux frontières, les familles se préparent à regagner l'Algérie que certaines ont quittée depuis six ans déjà.

Lefebvre/Paris-Match

sait plus vite qu'elle) s'ajouta l'alternance des espoirs insensés et des brusques découragements que provoqua l'action violente de l'O.A.S.

Celle-ci tournait au nihilisme. Il ne s'agissait plus pour elle de vaincre, ni de paralyser la mise en œuvre de l'autodétermination, ni même d'empêcher les Européens de partir en sabotant les bateaux et les tours de contrôle sur les aérodromes, mais de laisser le néant derrière soi. Écoles, bibliothèques, hôpitaux, etc., étaient incendiés.

Les forces françaises firent leur devoir avec discipline. Les principaux chefs de l'O.A.S. arrêtés, les commandos démantelés, une partie de ce qui restait en fait de dirigeants rebelles comprit que la lutte était vaine et tenta bien tardivement de se mettre d'accord avec le F.L.N. pour améliorer les accords d'Évian. Le G.P.R.A. refusa de rien concéder au-delà de ce qu'il avait accepté à Évian, mais à la suite de tractations auxquelles Farès participa activement et que le haut-commissariat encouragea, le Dr Mostefai s'adressa aux Européens, le 17 juin, pour leur proposer une réconciliation, les inviter à prendre part à la force de l'ordre et leur annoncer une amnistie. Le soir de ce dimanche-là, l'O.A.S. d'Alger donna l'ordre de suspendre les combats et d'arrêter les destructions.

Quelques jours plus tard, le 1er juillet 1962, le scrutin d'autodétermination eut lieu dans le calme. Environ 85 % des électeurs inscrits participèrent au vote et l'indépendance dans la coopération avec la France fut décidée par 5 975 000 suffrages exprimés sur 5 992 000.

Le surlendemain, le général de Gaulle reconnaissait l'indépendance de l'Algérie.

Malgré tout ce que l'actualité avait de dramatique et de harcelant, le haut-commissariat et l'exécutif avaient travaillé à compléter les accords franco-algériens pour régler, dans différents domaines techniques, les rapports entre les deux pays (situation des fonctionnaires et des magistrats français, activité de nos médecins dans les hôpitaux algériens, coopération technique, mise en valeur des richesses du sous-sol saharien, etc.). Textes fragiles, certes, mais qui pourrait croire qu'après de tels bouleversements il suffise de signer des accords pour que le calme et l'équilibre reviennent d'un coup et totalement ?

Dans de telles périodes, il se présente tous les jours des motifs pour renoncer aux entreprises à long terme et pour laisser les événements se ruer sans retenue vers le drame. Mais les responsables ont un devoir qui domine tous les autres : celui de surmonter les crises d'aujourd'hui en pensant à demain, de protéger et de faire se développer tout germe d'entente et de paix, en un mot d'espérer et d'agir. H

Bernard TRICOT

Coll. particulière



Dans toutes les ► villes et tous les villages d'Algérie, on a vu arriver, la veille du référendum, des *djounoud* en armes et en uniforme, qui ont quitté le maquis pour venir rendre visite à leurs familles ou participer aux fêtes de l'indépendance.

ALGER : DEUX



Kahia

◀ En Tunisie, Ben Bella et ses compagnons de captivité viennent d'assister au défilé de l'armée des frontières, le bel outil du colonel Boumediene. Ben Bella, depuis sa libération, mène à fond l'offensive contre Ben Khedda et la puissante « troïka » du G.P.R.A. et compte sur le colonel Boumediene et sur son armée pour prendre le pouvoir en Algérie. Les loups se déchirent entre eux.

A LA fin du mois de juin 1962, les événements les plus importants qui engagent le destin de l'Algérie ne se déroulent ni à Paris, ni à Alger, ni à Tunis, mais à Tripoli. C'est là, en effet, que se réunit le Conseil national de la révolution algérienne appelé, d'une part, à entériner la plate-forme politique rédigée par une commission de travail qui a longuement siégé, dans un hôtel de Hamamet, pour effectuer cette tâche et, d'autre part, à redéfinir, « au sommet », les structures d'un F.L.N. dont la direction est contestée aussi bien par l'état-major général de l'A.L.N. que par bon nombre de représentants des wilayas.

Paisible est le débat qui suit la présentation, par l'un de ses auteurs, M'hamed Yazid, de la « plate-forme du F.L.N. », qui est adoptée rapidement, et à l'unanimité, sous le nom de « programme de Tripoli ». Les discussions sur la gestion du G.P.R.A. sont, en revanche, les plus tumultueuses qui se soient jamais déroulées dans un C.N.R.A., où, pourtant, les querelles intestines du F.L.N. se sont toujours vidées avec un certain éclat.

Cette fois, en effet, l'offensive contre les éléments dirigeants du G.P.R.A. accusés de s'être « scandaleusement embourgeoisés » et d'avoir « trahi l'A.L.N. » est menée avec une violence sans précédent.

Les principaux attaquants sont les trois leaders de l'état-major général — Boumediene, Slimane et Menjli — et aussi Ben Bella et Khider. Ils ont notamment pour alliés, Ferhat Abbas, Ahmed Francis et Ahmed Boumendjel, les trois anciens leaders de l'U.D.M.A. qui, après avoir joué un rôle important au sein des premières équipes dirigeantes du G.P.R.A., avaient été écartés lors du 4e C.N.R.A. d'août 1961 et saisissent là l'occasion de prendre leur revanche.

Une âpre controverse

Les leaders du G.P.R.A. ainsi mis en accusation sont, eux, principalement défendus par Boudiaf et Aït Ahmed, les deux « chefs historiques » qui se sont dressés contre leurs compagnons de captivité, Ben Bella et Khider, et par les animateurs de la Fédération de France du F.L.N. (Omar Boudaoud, Rabah Bouazziz et les deux avocats Ladlani et Haroun).

Une majorité se dégage pour condamner l'équipe dirigeante du G.P.R.A., mais une âpre controverse se déroule sur la question de savoir si cette majorité atteint ou non les deux tiers requis par les statuts du F.L.N. pour qu'une décision du C.N.R.A. ait sa pleine portée juridique et politique. Les « accusés » du G.P.R.A. contestent, en effet, la validité des mandats d'un certain nombre de représentants des wilayas qui s'opposent à eux et, dans ces conditions, ils récusent les initiatives de leurs adversaires. Ceux-ci vont alors créer un nouveau « bureau politique du F.L.N. ».

Ben Bella se lance dans la bataille

Ben Khedda quitte d'ailleurs Tripoli avant la fin des travaux du « parlement de la révolution » et, suivi de ses ministres les plus influents, rentre à Tunis pour défendre une politique que l'on pourrait résumer par la formule célèbre « J'y suis, j'y reste ». Non content de s'accrocher ainsi au pouvoir, Ben Khedda prend même l'offensive en décidant d'installer le G.P.R.A. à Alger, le plus vite possible, de manière à prendre ses ennemis de vitesse et de rendre publique une mesure spectaculaire et lourde de conséquences : la destitution de Boumediene et de ses deux adjoints de l'état-major général, Slimane et Menjli.

Ben Bella, qui se lance à fond dans la bataille contre Ben Khedda et contre la puissante « troïka » du G.P.R.A., Krim Belkacem-Boussouf-Ben Tobbal, se rend au Caire pour chercher des appuis diplomatiques et politiques dans la principale capitale du monde arabe. Quant à Boumediene, il fait savoir qu'il tient pour nulle et non avenue la « sanction » prise contre lui et commence à mobiliser ses troupes, stationnées en Tunisie et au Maroc, pour régler son conflit avec le G.P.R.A. « par les armes et sur le terrain ».

Cette épreuve de force laisse désemparé un homme qui ne sait plus à quel saint se vouer : Abderrahmane Farès, qui était parti de Rocher-Noir pour rencontrer les principaux leaders du F.L.N. afin d'examiner avec eux comment, après le référendum du 1er juillet sur l'indépendance, l'exécutif provisoire allait passer ses pouvoirs. Arrivant après la bataille du C.N.R.A. et trouvant, à Tunis comme à Tripoli, une situation aussi confuse que tendue, le président de l'exécutif provisoire regagne Rocher-Noir en déclarant avec philosophie : « L'avenir est incertain et redoutable. De toute manière, une fois que je me serai retiré, la suite des événements ne me concernera plus. »

A Alger, la population musulmane, loin des drames qui viennent de se dérouler

Magnum



◀ Alors que la plupart des chefs de l'O.A.S. sont partis ou ont été arrêtés, la politique de la « terre brûlée » se poursuit. Le désespoir provoque chez certains une folie destructrice. Partir, oui. Mais ne rien laisser.

COULEURS, VERT ET BLANC

Normand

dans les hautes sphères du F.L.N., se prépare à saluer, par la plus extraordinaire des fêtes, l'indépendance proche.

Dans la nuit du 30 juin au 1[er] juillet, des soldats de l'A.L.N. arrivent, par centaines, dans la capitale. On se heurte partout à des *djounoud* en tenue bariolée, bardés d'armes, poitrine barrée de bandes de cartouches, mains encombrées de chargeurs et crosses de colt dépassant de la poche du pantalon. Des décorateurs improvisés font la toilette de la Casbah, nettoient les trottoirs à grande eau, lavent de frais certaines

Belotti



L'Algérie a voté : il y a eu 5 993 754 *oui* pour l'« indépendance dans la coopération avec la France », des mots qui, avant peu, seront vides de sens. La population musulmane a participé massivement à ce scrutin, qui s'est déroulé partout dans le calme.

la Casbah est parée pour le "grand jour"

façades par trop sales, encadrent de palmes, de feuilles, de fleurs et de branches le porche des maisons. Ils dessinent une dernière fois, dans les petits jardins, au fond des cours, la géométrie des parterres fleuris vert et blanc, quadrillent le ciel de nouvelles banderoles, de nouvelles guirlandes, de nouveaux calicots, de nouveaux lampions, de nouvelles ampoules multicolores, de nouveaux drapeaux en papier. Il faut qu'au jour J, jour historique, Independence Day, la Casbah, comme tous les quartiers de la capitale, soit superbe.

Dès l'aube du 1er juillet, la fête bat son plein, tournante et virevoltante kermesse vert et blanc, aux couleurs de l'Algérie. Les cortèges n'arrêtent pas de se doubler et de se croiser. Interminable est la litanie, toujours renaissante, des slogans scandés à pleins poumons, et dont le plus obsédant est celui qui promet la miséricorde de Dieu aux martyrs tombés dans la lutte *(Allah yarham chouhada)*. Elle est toujours renaissante, cette litanie, car l'antienne est inlassablement reprise, relancée sur des airs nouveaux.

Des remous, des courants imprévisibles agitent sans cesse le tourbillon populaire. Une farandole, tout à coup, se met en marche, qu'un meneur de jeu dansant entraîne on ne sait où, et le rythme de son geste et de sa voix s'impose même aux voitures qui foncent, et qui ralentissent, et qui accélèrent, et qui recommencent, et qui avancent par saccades, et qui pétaradent par tous leurs pots d'échappement, et qui font crisser leurs pneus sur le macadam avant de déverser au hasard, à un arrêt inattendu, leurs chargements d'Algériens en délire. Toute l'agglomération du Grand Alger n'est plus qu'une vaste scène où, sur des kilomètres, un spectacle sans fin se prolonge, un spectacle qui arrache à un pied-noir perdu dans la foule cette étonnante exclamation : « C'est le 13 Mai à l'envers, c'est le 13 Mai des Arabes! »

Il faudrait évoquer plutôt le retour triomphal de Bourguiba à Tunis, en 1955, ou de Mohammed V à Rabat, en 1956. C'est, en effet, ce 1er juillet, la liesse arabo-musulmano-maghrébine, une sorte de faste oriental des Mille et Une Nuits dans le mouvement moderne, impétueux, de la décolonisation. C'est, sous d'autres aspects, la « Feria » de Séville, où le fond sonore, lancinant, des castagnettes aurait été remplacé par une symphonie cacophonique, klaxonnante et déconcertante pour avertisseurs, you-you, instruments à percussion et chœurs polyphoniques.

C'est encore, paradoxalement, par certains côtés de son style et de son inspiration, une fête très française. Une fête où la révolution algérienne aurait emprunté à notre Révolution l'élan plébéien qui a levé « l'étendard sanglant », « formé des bataillons », et qui déferle à l'heure où « le jour de gloire est arrivé ». Dans ce pays complexe, bâtard, métissé, toujours dynamique, toujours passionné qu'est l'Algérie, tout cela coexiste dans un mélange fantastique, insolite, fascinant.

On vote partout, ce dimanche 1er juillet, jour du référendum. On vote pour répondre à la question suivante d'autodétermination : « Voulez-vous que l'Algérie devienne un État indépendant coopérant avec la France dans les conditions définies par la déclaration du 19 mars 1962? » Comme les commandos « Delta » ont presque partout détruit les fichiers électoraux, on vote sur simple présentation d'une carte d'identité. Tout contrôle est évidemment impossible.

Dans les 9 quartiers européens, les autorités ont mis en place 80 bureaux de vote. Les plus importants sont ceux de l'école de la rue Barnave, toute proche de la rue Michelet, et, à Bab-el-Oued, ceux de



Gamma/R.A.

◀ Le pillage des maisons laissées par les pieds-noirs a commencé : les musulmans ont enlevé les meubles et les vendent sur les marchés. Le commerce est prospère.

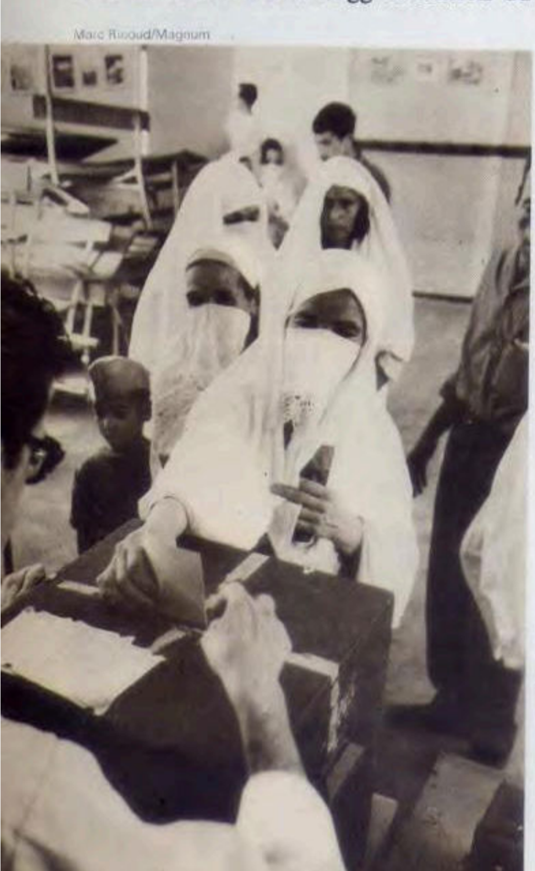
Les voitures se vendaient 500 francs, 100 francs même ! Et ceux qui n'avaient pas pu trouver d'acheteur devaient les abandonner au moment de leur départ... ▶



Gamma/R.A.

◀ Un spectacle désormais familier en Algérie : le mobilier que les pieds-noirs ont été obligés d'abandonner est vendu en plein air ; des meubles de toute une vie.

Marc Riboud/Magnum



◀ En file disciplinée, les musulmanes votent tandis que, déjà, partout, on fabrique des drapeaux vert et blanc – le résultat du scrutin ne faisant aucun doute.



Gamma/R.A.

l'école de garçons de la rue Lelièvre et de l'école de filles de la rue de Normandie, qui portent l'une et l'autre les traces toutes fraîches des plastiquages de l'O.A.S. Là, le vote apparaît comme un devoir civique accompli dans une atmosphère de résignation. Dans les quartiers musulmans le vote — celui du « oui à l'indépendance » — devient un geste joyeux.

En Casbah, une marée vert et blanc a tout recouvert : les chaussées, les murs, les balcons, les toits. Elle déferle de terrasse en terrasse, dégringole les escaliers, dévale les ruelles en pente, bat de son ressac les bureaux de vote qui semblent autant de rochers émergés, mais également vert et blanc. De minuscules enfants vert et blanc portent de gigantesques drapeaux vert et blanc plus hauts qu'eux. Des jeunes filles en vert et blanc avancent en rangs serrés, au milieu d'une foule où dominent les femmes voilées de blanc et des enfants coiffés de vert, sous des affiches bordées de vert et blanc exaltant l'indépendance vert et blanc.

A la Casbah, on vote dans l'enthousiasme. On vote à 100 %. Vote massif, vote record, vote discipliné aussi. Partout, les policiers auxiliaires en kaki, qui arborent à la boutonnière un insigne vert et blanc, sont doublés par des *fidayin* en civil, mais armés de mitraillettes, et par des soldats de l'A.L.N. des wilayas 3 et 4 en tenue bariolée, mitraillette à la main et chapelet de grenades en bandoulière. Ce déploiement spectaculaire, excessif même, indique qu'en tout état de cause le F.L.N. veut s'employer à faire respecter le mieux possible l'ordre public, sinon faire pression sur les électeurs...

Le tableau noir

Près de la rue de la Lyre, où toutes les échoppes, tous les cafés grouillants de monde, sont devenus autant de boîtes à musique nichées au creux des arcades et jouant des hymnes patriotiques algériens, une petite école a été transformée en centre électoral.

Les jeunes du service d'ordre F.L.N., en uniforme vert et blanc, canalisent par de frêles barrières et des cordes tendues, le cortège des électeurs qui, interminable et patient, s'allonge sous le soleil. Deux files distinctes — celle des hommes et celle des femmes — convergent vers une salle de classe où deux isoloirs, montés entre les pupitres, font face à un tableau noir encore blanchi par la craie d'une leçon de grammaire française élémentaire. De jeunes « hôtesses de vote », en tenue vert et blanc, indiquent aux femmes, un peu désorientées, le chemin de l'urne en bois, placée sur la chaire de l'institutrice. Un *djoundi*, très boy-scout (l'A.L.N., c'est aussi, à l'occasion, l'Armée du salut) aide les mères surchargées à porter leur progéniture vagissante. Les électrices sont aussi nombreuses que les électeurs à déposer le bulletin « oui » qui leur a été remis.

C'est à Rocher-Noir que sont centralisés les résultats du référendum, qui arrivent de tous les bureaux de vote de l'Algérie : « C'est kif kif la place Beauvau quand la France elle fait ses députés », dit aux journalistes un jeune Kabyle qui a été chauffeur de taxi à Paris, avant de devenir, ici, l'un des soldats en tenue bleue des « groupes mobiles de sécurité » qui ▶

sarabande endiablée pour l'indépendance

protègent la « cité administrative ». Les résultats du scrutin enregistrés dans les différentes régions d'Algérie sont inscrits, au fur et à mesure qu'ils parviennent, sur le grand tableau noir qui a été exposé tout l'après-midi à la chaleur caniculaire et qui est, depuis que l'obscurité est venue, éclairé par de puissants projecteurs. Ces résultats seront bientôt connus et proclamés officiellement par le président de la « commission de contrôle du référendum d'autodétermination », Kaddour Sator, avocat au barreau d'Alger et ancien élu de l'U.D.M.A. :

Inscrits : 6 549 736. Votants : 6 017 800. Suffrages exprimés : 5 992 115. Bulletins nuls : 25 565. « Oui » : 5 975 581. « Non » : 16 534.

Les 16 534 voix négatives sont, pour la plupart, celles d'Européens qui ont voulu exprimer une dernière fois, par le dernier moyen qui leur restait, leur refus de l' « Algérie arabe » et leur nostalgique attachement à l' « Algérie française ».

Le spectre hideux de la guerre civile

Presque tous ces irréductibles s'en vont grossir le flot gigantesque qui, à l'heure de l'exode, ramène la masse des pieds-noirs vers ce qui fut — et qui vient de cesser d'être — la « métropole ». La petite minorité d'Européens, qui joue la carte d'une cohabitation nouvelle avec les musulmans au sein de l'Algérie indépendante, a joint son faible « oui » à celui que célèbre, avec un redoublement d'enthousiasme, dans les rues d'Alger, la foule délirante.

Combien sont-ils, dans la capitale, à crier, à danser, à gesticuler, à s'abattre aussi parfois, ivres de fatigue, comme des grives soûles ou des insectes bourdonnants, sur les capots, les pare-brise et les roues de secours des voitures? Quatre cent mille? Cinq cent mille? L'évaluation est impossible : les multitudes ne peuvent être objectivement chiffrées, évaluées.

La fraîcheur du soir ne fait que décupler les énergies et rendre plus endiablée la sarabande, la ronde infernale qui entraîne pêle-mêle hommes, femmes, vieillards, petits enfants, sans parler de ce gendarme français moustachu, tout droit sorti d'un guignol lyonnais, qui, subséquemment à l'ambiance générale, et nonobstant toute autre considération subalterne, se laisse aller à l'hystérie collective et se trémousse en cadence, au milieu d'un cercle d'Algériens battant des mains et criant : *Allah yarham chouhada.*

Il est cependant un îlot dans Alger où le cœur n'est pas à la joie, où les visages sont préoccupés et les mines sombres. C'est, à Belcourt, le quartier général de la « zone autonome », où l'on vient d'apprendre que Boumediene s'apprête à ordonner aux forces qu'il commande de passer la frontière algéro-tunisienne et la frontière algéro-marocaine pour faire mouvement sur Alger. Qui sera, finalement, maître de la capitale? Le vainqueur, quel qu'il soit, ne pourra triompher qu'au prix d'affrontements meurtriers.

Les chefs du F.L.N., qui, entre eux, s'appellent « frère », vont-ils, si tôt, s'entre-déchirer? Est-il possible que, au sein de cette révolution algérienne qui a toujours intimement, étrangement, mêlé, dans ses rangs, la fraternité et la terreur, la violence interne le dispute si vite, à peine acquise la victoire de l'indépendance, à la fraternité? C'est bien là, pourtant, la réalité, alors que le combat commun de tant d'Algériens est si proche, alors qu'est à peine séché le sang versé par ces *chouhada* dont des milliers de voix exaltent, aux quatre coins de la ville, le souvenir glorieux.

Pour les Algériens, un drame de sept ans ne se termine pas tout à fait sur une *happy end.* Les dimensions shakespeariennes de la pièce qui se joue le 1er juillet ne sont pas celles du *Songe d'une nuit d'été,* mais celles de *Macbeth :* grandeur du décor, tumulte des figurants innombrables et un spectre qui rôde — le spectre hideux de la guerre civile qui, bientôt, va faire irruption au milieu de la fête, au milieu de ce peuple inconscient, qui ne sait pas encore que de nouvelles souffrances l'attendent. **H**

Albert Paul LENTIN



Marc Riboud/Magnum

Les musulmans n'attendent pas la proclamation d'indépendance pour commencer les fêtes, qui dureront plusieurs jours. Tout un peuple surexcité chantera, dansera dans la rue. Un carnaval qui, à Oran, tournera à la tragédie.

HISTORIA
magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : ***Maurice Dumoncel***
Directeur des périodiques : ***Georges Mazoyer***

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
170 bis, bd du Montparnasse, 75680 PARIS Cedex 14.
Tél. 325-11-82. Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3,50 F. – Belgique, 35 FB. Suisse, 3,50 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin. B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.
5° 16 numéros : 341 (97) à 371 (112).
45 FF - 450 FB - 45 FS - Autres pays : 45 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
3° La publication est hebdomadaire. 112 numéros seront consacrés à la Guerre d'Algérie.
4° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
5° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
6° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
(Juin 1962)

FRANCE

2-3 : entretiens Macmillan-de Gaulle à Champs.
4 : la Cour de cassation rejette les requêtes en révision d'Edmond Jouhaud et d'Albert Dovecar.
5 : appel du général Jouhaud à l'apaisement.
6 : l'Assemblée nationale rejette la motion de censure déposée le 30 mai par le groupe Unité de la République.
7 : exécution de Dovecar et de Piegts, assassins du commissaire Gavoury.
8 : allocution radiotélévisée du général de Gaulle.
13 : manifeste de 293 députés de tous les groupes sauf l'U.N.R. en faveur de l'Europe communautaire.
14-18 : voyage du général de Gaulle en Franche-Comté.
15 : le parquet de la Seine ouvre une nouvelle information contre Raoul Salan.
20 : entretiens de Gaulle-Dean Rusk.
20-22 : visite à Paris de David Dacko, président de la République centrafricaine.
22 : l'Assemblée nationale approuve le IVe Plan de développement économique et social.
28 : Roger Degueldre condamné à mort par la Cour militaire de justice.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1-7 : poursuite des négociations Susini-Farès.
7 : rupture de la trêve des attentats O.A.S.
10 : ouverture de la campagne électorale pour le référendum.
14 : rencontre Belkacem Krim-Mostefai.
15 : l'hôtel de ville d'Alger est dynamité par l'O.A.S.
17 : accords O.A.S.-F.L.N.
25 : une charge de plastic provoque l'incendie du port pétrolier d'Oran.
26 : Ismet Inonu constitue le nouveau gouvernement triparti turc.
27 : Mohamed Khider démissionne du G.P.R.A.
30 : le G.P.R.A. annonce, à Tunis, sa décision de dégrader le colonel Boumediene et les commandants Menjli et Slimane.

AMÉRIQUE

15 : reprise du débat sur la question du Cachemire au Conseil de sécurité.
27 : l'Assemblée générale de l'O.N.U. décide de lever la tutelle de la Belgique sur le Ruanda-Urundi.

ASIE

5-30 : intensification de l'activité vietcong au Sud-Vietnam.
12 : accord des trois princes laotiens sur la formation d'un gouvernement de coalition qui sera présenté le 23 au souverain.

EUROPE

5-29 : nombreux incidents frontaliers à Berlin.
14 : création du Centre européen pour la recherche spatiale.
15 : la conférence sur le désarmement s'ajourne au 16 juillet.
22 : accord des Six sur l'aide à l'Afrique.
25-29 : session du Parlement européen.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



DRAMATIQUE EXODE DES PIEDS-NOIRS

Sommaire

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial. Dépôt légal 4e trim. 1973. – N° d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2083. – Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. – **N° 367 - 24 Décembre 1973.**

DEPUIS HIER | La Dépêche d'Algérie | LE BARRAGE DE LA FRONTIERE ALGERO-MAROCAINE EST OUVERT
La Presse Algérienne

L'Algérie est devenue un Etat indépendant

coopérant avec la France et déjà reconnu par de nombreux pays

Le G.P.R.A. est arrivé hier à Alger acclamé par la foule des Algériens

M. BEN KHEDDA : "Nous appliquerons loyalement les accords du 19 mars"

Trois cent mille Algériens — et ils étaient peut-être même plus nombreux — ont acclamé hier après-midi sur le parcours qui relie l'aéroport de Maison-Blanche au cœur d'Alger, le président Benyoussef Ben Khedda et les ministres du G.P.R.A. entourés du président Farès et des membres de l'Exécutif provisoire, escortés par des officiers et des soldats de l'A.L.N. et de la Force locale.

Pour l'observateur impartial, cette manifestation populaire qui se déroula dans une clameur, une stridence et une joie continues ne fut ternie par aucun incident.



Dès le matin, de nombreuses Algériennes s'étaient installées sur les marches de la Grande Poste

Une foule en délire saluait, en brandissant des milliers de drapeaux, la naissance d'une jeune patrie. La cité avait modifié sa palette : Alger la Blanche était devenue Alger la Verte.

Ainsi donc, après que Mᵉ Kaddour Sator eut annoncé les résultats du référendum et que le président de la République française eut déclaré que la France reconnaissait solennellement l'indépendance de l'Algérie, le drapeau de la République algérienne fut hissé au mât de Rocher-Noir.

Et se déroula l'étonnant après-midi, dont l'apothéose fut l'arrivée devant la préfecture d'Alger du président Ben Khedda et du ministre d'Etat Krim Belkacem. L'enthousiasme atteint à ce moment son plus haut degré.

On apprenait plus tard que M. Jean-Marcel Jeanneney serait le premier ambassadeur de France en Algérie.

On commentait que Ben Bella avait affirmé à Benghazi « qu'il n'entreprendrait rien contre le G.P.R.A. ».

On méditait l'allocution de M. Ben Khedda, à Maison-Blanche, où il avait défini ce qu'il attendait du peuple algérien, c'est-à-dire :

— l'unité et la cohésion ;

— la discipline autour du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne ;

— le respect des engagements pris ;

— le dynamisme et l'ardeur au travail.

Il y eut aussi cette affirmation remarquable du président du G.P.R.A. : « Les Européens et les Algériens peuvent vivre et travailler ensemble pour le bien de cette généreuse Algérie. »

C'est évidemment un beau pari.

Et qui mérite d'être tenu et gagné si chacun en Algérie respecte les engagements pris.

F. MIRALLES

Voir en page 5, l'allocution de M. Ben Khedda



A son arrivée à Maison-Blanche, M. Ben Khedda prononce son allocution entouré des ministres du G.P.R.A., du président Farès et de l'Exécutif provisoire

La déclaration proclamant l'indépendance de l'Algérie

PARIS (F.P.) — Voici le texte de la déclaration du général de Gaulle proclamant l'indépendance algérienne :

« Par le référendum du 8 janvier 1961, le peuple français a reconnu aux populations algériennes le droit de choisir leur destin politique par rapport à la République française.

« Par le référendum du 8 avril 1962, le peuple français a approuvé les déclarations gouvernementales du 19 mars 1962 qui prévoient le cas où les populations algériennes ...

... tion du 1er juillet 1962 le peuple algérien s'est prononcé pour l'indépendance de l'Algérie coopérant avec la France.

« En conséquence, les rapports entre la France et l'Algérie étant désormais fondés sur les conditions définies par les déclarations gouvernementales du 19 mars 1962, le Président de la République française ...

M. FOUCHET remet à M. FARES la lettre du général de Gaulle

La lettre du général de Gaulle au président Farès

La réponse de M. Abderrahmane FARÈS

M. Jean-Marcel JEANNENEY ambassadeur haut représentant de France en Algérie

Les cérémonies à Rocher-Noir

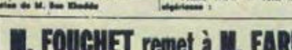
M. Kaddour Sator proclame les résultats du référendum

Allocution du président Farès

Le drapeau algérien hissé sur l'esplanade

M. Farès chez M. Fouchet

(Suite en page 5)



La foule des Algériens acclame le G.P.R.A. devant la préfecture d'Alger

Comment fut proclamée l'indépendance de l'Algérie

« Les Algériens sont prêts à construire l'indépendance avec les Français d'Algérie » déclare M. YAZID

MESSAGES DE FELICITATIONS

... du président Kennedy

... du président Nasser

... de M. Khrouchtchev

... de M. Pietro Nenni

... du président du Conseil polonais

Les Etats-Unis

L'Italie

La Suède

La Grande-Bretagne

Un crédit de 500.000 couronnes norvégiennes pour les réfugiés d'Algérie

Résultats officiels provisoires du référendum

Les appelés européens de juillet 1962 pourront obtenir un report d'incorporation d'un an

Le gouvernement français avise les gouvernements étrangers

Près de Coléa Les 28 militaires européens disparus sont rentrés indemnes

L'Algérie est indépendante. « Les sables du Sahara valaient bien une... grand-messe », devait écrire un auteur contemporain. La décision de la France marquait aussi la fin de son influence en Afrique et l'abandon de ses richesses. Comme, deux siècles plus tôt, la perte des quelques « arpents de neige » du Canada avait marqué sa disparition en tant que puissance en Amérique du Nord.

HISTORIA magazine

Supplément au numéro 367

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Nos lecteurs écrivent...



Intérieur d'une baraque du camp Paul-Cazelles le 19 mars, après la proclamation du cessez-le-feu qui libère les prisonniers.

L'O.A.S. REMPLACE LE F.L.N.

Ceci se passait vers fin mars 1962. J'avais été interné quelque temps avant au « château Holden » qui n'avait de château que le nom, mais qui était en fait un groupe de baraquements entouré de murs et de barbelés avec de nombreux miradors, où l'on parquait les Français d'Algérie souvent sur simple présomption d'appartenance à un mouvement « Algérie française ». Il y avait même des internés pour avoir eu le tort de mettre un petit ruban tricolore à la boutonnière.

Une nuit donc, vers 3 heures, nous fûmes réveillés et on nous annonça d'avoir à préparer nos bagages pour être transférés « ailleurs ».

Nous eûmes juste le temps de faire nos valises, les gardes mobiles, les « rouges » comme nous les appelions, nous poussant à l'extérieur des baraques que nous occupions.

Deux rangées de barbelés ne laissant entre elles qu'un étroit couloir, avaient été disposées, allant de notre porte à l'arrière du camion qui devait nous emporter.

Derrière chaque haie de barbelés, les gardes mobiles, presque au coude-à-coude, nous martelaient les côtes, chacun à son tour, de la crosse de leur mousqueton, pour nous faire avancer plus vite. Dans le camion où j'arrivai enfin, un camarade eut l'imprudence d'appuyer la tête contre la bâche. Aussitôt, un coup de crosse assené de l'extérieur, lui ouvrit le cuir chevelu sur 7 cm. Pansé par nous, il ne fut vraiment soigné qu'à l'arrivée à destination.

Les 120 internés que nous étions furent emmenés sous bonne escorte (environ 200 gardes mobiles) au terrain d'aviation de Maison-Blanche et ▶

Précisions pour l'Histoire...

Je ne puis m'empêcher de vous faire savoir que votre histoire de la guerre d'Algérie est complètement tronquée et que vous ne pouvez pas nier que tout au long de vos récits, votre souci numéro un a été d'écarter le plus possible tout fait ou action pouvant nuire à ces messieurs les Arabes.

Quant à votre courrier des lecteurs, n'en parlons pas. Un soin minutieux a dû être porté au tri des lettres et à leur sélection. Pendant ce temps, les Arabes continuent, avec la bénédiction de malheureusement la majorité des Français, à affluer en métropole, faire souche, se reproduire à une cadence régulière et prendre position pour coloniser la France. Alors, à ce moment, vous qui faites partie d'une bourgeoisie d'un certain niveau, pensez-vous que vous pourrez éviter le contact rugueux de ces gens-là?

M. E. R..., 83100 Toulon

★

J'ai pris intérêt à votre revue n° 69, sur le dernier jour d'Amirouche.

Voilà les circonstances exactes.

A Bou-Saada, l'unique compagnie en bivouac; c'est-à-dire la 1re compagnie du 6e R.P.I.Ma. sous les ordres du capitaine Gallet, adjoint : lieutenant Bouvresse, la veille de Pâques 1959 au matin, les « roulettes » nous ont emmenés face aux falaises du djebel Tsameur. Étant de réserve, nous attendions dans la plaine. De l'autre côté de la ligne de crête, l'accrochage est dur. Les B-52 sont en action. Dans la matinée, ordre de crapahuter le piton. Notre progression est ralentie par un *djoundi*. Finalement, il se rend. A ce moment-là, nous nous trouvons à hauteur de la falaise. Elle a la forme d'un fer à che-

L'O.A.S. REMPLACE LE F.L.N. *(suite)*

aussitôt embarqués dans des Breguet « deux-ponts » qui prirent l'air immédiatement.

C'est ainsi que nous atterrîmes deux heures plus tard à Paul-Cazelles, dans le Sud oranais, où se trouvait un camp d'internement pour fellaghas, dit « camp zéro », c'est-à-dire n'hébergeant que ceux ayant du sang sur les mains.

Et nous eûmes l'amère surprise de croiser à la porte les fellaghas libérés dont nous prenions la place.

Rien n'avait été changé ni nettoyé. Nous n'eûmes qu'à nous installer aux places toutes chaudes, sur les mêmes immondes paillasses, les mêmes couvertures crasseuses et les mêmes punaises qui pullulaient.

Et la vie s'organisa tant bien que mal. La première chose que nous fîmes fut de planter un grand mât au milieu de la cour centrale et d'y faire monter un drapeau français, interné comme nous. Tous les matins et tous les soirs, nous montions et descendions les couleurs en chantant *la Marseillaise* et *les Africains*.

Ces chants résonnaient étrangement à 600 km au sud d'Oran dans la steppe désolée sur laquelle aucun arbre ne se détachait à perte de vue.

Il faut dire que le camp était installé dans le creux d'une cuvette et la vue ne s'étendait qu'aux collines environnantes, sèches et dénudées.


Coll. Maziri

Vue générale du camp d'internement Paul-Cazelles, dans le Sud oranais.

Pour le voyageur allant de Boghari à Paul-Cazelles, rien n'indiquait qu'un camp d'internement se trouvait à proximité de ce dernier village.

Nous avions prévenu nos familles, et chaque dimanche nous les voyions arriver avec beaucoup de plaisir, le droit de visite n'étant valable que pour la journée. Il faut dire, pour être objectif, que le directeur du camp, que nous avions surnommé « Fernandel », à cause de sa denture exceptionnelle, leur permit plusieurs fois de venir le samedi pour repartir le dimanche.

Mon épouse et mes enfants, souvent accompagnés d'amis, faisaient ainsi 1 200 km aller-retour, en affrontant les dangers que le voyage comportait, pour venir passer quelques heures avec moi.

Nous avions nos propres cuisiniers et notre nourriture nous était fournie par des amis qui envoyaient des camions entiers de légumes frais et des moutons vivants pour la viande.

Certains d'entre nous se mirent à tanner les peaux des moutons, d'autres firent des



Coll. Mazin

Suspects au centre de tri de Beni-Messous, avant leur départ pour un camp.

val. Nous pensons avoir fini. Tous debout, mouvement pour fouiller la falaise. Aussitôt, un coup de feu qui vient de la cuvette. Mais le tireur fuit sa cachette tout en tirant pour rejoindre la ligne de crête, dans sa retraite. Il prend une rafale de pistolet mitrailleur dans le dos. Pourquoi n'est-il pas descendu dans la plaine? Un B.R.M. s'y trouvait. La progression continue. Deux maquisards se rendent. Ils sont tués aussitôt. Un autre se rend et crie : « Vous avez tué un grand chef : le colonel Amirouche ! » Surprise générale. Le Kabyle est reconnu (molaire couronnée). On traîne ▶

cendriers sculptés au couteau dans des blocs de plâtre, chacun s'ingéniant à faire quelque chose pour passer le temps. Dès que le soleil se faisait moins chaud, nous organisions des parties de pétanque qui n'en finissaient plus.

Il fait déjà très chaud en avril en ces lieux inhospitaliers; aussi n'avions-nous de cesse que de demander à « Fernandel » de nous faire transférer au camp de Tefeschoun, situé sur la côte à 40 km à l'ouest d'Alger, que nous savions libre de tout occupant et où la température est bien plus clémente.

Notre obstination fut un jour récompensée, aussi peut-être parce que nous avions menacé « Fernandel » de mettre le feu au camp (ce qui s'était déjà produit à Djorf) si nous n'obtenions pas satisfaction, ce dont il s'empressa de rendre compte à sa direction à Alger.

Toujours est-il qu'un vendredi matin, vers le 15 mai, nous fûmes transférés à Tefeschoun.

Un convoi impressionnant de G.M.C. précédé et suivi d'automitrailleuses de la garde mobile fut organisé. Chaque camion était également pourvu de trois gardes mobiles armés.

Je souffrais à l'époque d'une sciatique aiguë m'empêchant de me lever, et je fis le voyage dans une ambulance avec l'infirmier du camp, R..., interné lui aussi.

Nous n'avions pu prévenir nos familles de ce transfert.

Comment faire pour les avertir et les empêcher d'aller à Paul-Cazelles le surlendemain pour rien?

Après avoir cherché un moment, R... eut une idée de génie.

Il avait un roman. Nous prîmes les deux pages de garde et chacun de nous écrivit : « Prière à la personne qui ramassera ce papier de bien vouloir envoyer le télégramme suivant :

« Adresse : Mme X... à Y... Texte : Sommes transférés Tefeschoun. Baisers. X... »

Merci. »

Nous décidâmes de jeter ces papiers pliés en quatre dans le premier village où nous verrions des Européens.

C'est à Oued-el-Alleug que nous les avons jetés. Les trottoirs étaient garnis de curieux, en majorité musulmans, et de quelques Européens. Le convoi roulait très lentement. Nous entendions les petits Arabes dire *Aouk s'hab l'ouasse* (Regarde les hommes de l'O.A.S.). R... jeta le sien le premier vers un Européen, mais le papier tomba aux pieds d'un musulman qui le ramassa. « Mon vieux R..., tu es roulé. A moi maintenant. » J'attendis un moment, puis vis une dame européenne. Je jetai mon papier, qui tomba à ses pieds. Elle le regarda, hésita, un musulman à côté d'elle le lui montra, et (les gestes me le firent comprendre) dut lui dire de le ramasser. L'Européenne regarda encore mon papier et... partit. Ce fut le musulman qui le ramassa, le lut et le mit dans sa poche.

Jugez de notre amertume à R... et à moi. Nos familles allaient encore affronter les dangers de 1 200 km de route pour rien.

Le samedi passa, puis, le dimanche, nous eûmes la joie et l'immense surprise de voir arriver nos familles à Tefeschoun.

Ma femme me dit qu'elle avait reçu mon télégramme le vendredi soir à 18 heures. Celle de R... également.

Ainsi, des musulmans inconnus de nous ont eu ce geste d'amitié envers ceux qu'à l'époque le pouvoir vouait aux gémonies. Ils ont payé de leurs deniers l'envoi de nos télégrammes. Des musulmans que la propagande officielle présentait comme antifrançais! Je n'ai jamais pu savoir le nom de celui qui m'a rendu ce service. En tout cas, s'il lit ces lignes, qu'il sache que je lui en garde une éternelle reconnaissance.

M. J. R..., 33790 Massugas

Opinions...

son corps jusqu'à la D.Z. On envoie le prisonnier et les documents au 2e bureau d'Alger. Bivouac sur place. Le jour de Pâques, un autre hélicoptère vient chercher les deux autres cadavres. Nos pertes : 1 mort, 1 blessé.

M. C. A..., Monte-Carlo

★

Fidèle et passionné lecteur d'« Historia-Algérie », j'attendais avec impatience un article consacré aux fusiliers marins ; aussi le n° 307 fut-il le bienvenu. Appelé dans la marine fin 1961, j'ai effectué à Siroco le stage des relèves (C.I.R., Centre instruction des relèves) avant d'embarquer, le 1er juin 1962, au bataillon d'intervention de fusiliers marins en Tunisie.

Ce que j'aimerais préciser, c'est tout d'abord la cohésion et l'esprit d'équipe qui régnaient à Siroco et, plus tard, au B.I.F.M., et cette volonté de vouloir surmonter notre fatigue, lorsque, harassés par une marche forcée dans le sable, équipés, armés, nous devions, après avoir changé de tenue (et Dieu sait s'il fallait être impeccable à Siroco) effectuer un parcours du combattant particulièrement difficile, subir un entraînement intensif relatif aux différentes méthodes de combat, puis monter deux heures de garde de nuit dans le fort d'Estrées, par exemple, rendues encore plus pénibles par l'aveuglement du phare tout proche. En ce qui concerne la fameuse carrière, et c'était bien son appellation, il m'est arrivé une aventure dont je me souviendrai toute ma vie.

Un soir, après un tir de nuit à la MAT 49 et à la Thompson, j'avais peu envie de nettoyer les armes. Avec deux ou trois camarades je suis remonté profiter d'un colis arrivé le matin même, disant à la sentinelle que nous rapportions les étuis vides. Nous étions au beau milieu de ce délicieux casse-croûte, lorsqu'un second maître et un maître ont fait leur apparition. Pas de consigne ni de prison, mais cette « flemmardise » nous valut deux heures mémorables de peloton, équipés, armés, avec marche en canard MAS 36 sur l'épaule, culasse ouverte, course sur les genoux, ramping et autres divertissements. Depuis, je n'ai jamais manqué de nettoyer les armes, et une véritable amitié s'est liée entre les instructeurs fusiliers commandos et nous.

Plus tard, en Tunisie, j'ai retrouvé avec grand plaisir le « patron » de la carrière, et nous nous entendions merveilleusement bien. Il est donc très important de signaler que chez les fusiliers commandos l'entente est particulièrement bonne, même entre appelés et engagés.



Barberousse. Des condamnés à mort. Une sentence qui ne sera pas exécutée.

Orléansville, lundi 2 avril 1962.

Vous avez sans doute appris, par la presse et la radio, ce qui s'est passé dans la région d'Orléansville.

Nous sommes partis jeudi matin, et je viens de rentrer.

Je vous écris aussitôt pour que vous ayez des nouvelles.

J'appellerai ce qui vient de se passer chez Boualem l'« aventure des Beni-bou-Douane ». Entre nous, il y a pas mal de comédie là-dedans. Je viens d'aller acheter *France-Soir*, il y a du vrai, mais aussi un peu de légende.

Revenons à jeudi. En « bons gendarmes », nous sommes prévenus à 10 heures du matin, de nous mettre en tenue de « maintien de l'ordre », c'est-à-dire tenue de combat kaki et casque noir.

Dix minutes après, changement de décor ou plutôt de casque : départ en véhicules blindés, direction Lamartine. Nous commençons à apprendre par bribes ce qui vient de se passer : un commando O.A.S. aurait enlevé plusieurs postes de l'Ouarsenis que nous connaissons bien. Les harkis de Boualem se seraient ralliés au mouvement.

L'escadron 3/10 de gendarmerie mobile, stationné à Orléansville et réduit à deux pelotons blindés, s'ébranle en direction des postes enlevés. Vous êtes d'ailleurs venus avec nous jusqu'au « petit barrage ». La piste commence là en direction de Dra-Messaoud et de Moulay-Abdelkader.

A 13 heures, nous reprenons Dra-Messaoud, abandonné par l'O.A.S. Nous avons reçu en renfort une compagnie portée

LA FIN D'UN COMMANDO O.A.S.

sur camions. Cette compagnie était en train de quadriller Orléansville. Les soldats qui la composent ont quitté les postes de Molière Bou-Caïd il y a peu de temps. Il s'agit d'une compagnie du 131e régiment d'infanterie.

Mais à partir de ce moment-là, nous ne comprenons plus pourquoi notre progression a été arrêtée en direction de Moulay-Abdelkader, malgré les renseignements fournis par l'aviation et les hélicoptères d'observation. Un hélicoptère a même atterri à un kilomètre du poste de Moulay-Abdelkader, mais le lieutenant S.A.S., qui voit ce qui se passe dans le poste militaire en contrebas, renseigne mal plus ou moins intentionnellement le pilote de l'hélicoptère.

Il faut préciser que le commandement de l'opération était assuré par un commandant du 2/10e R.A.Ma. (2e groupe du 10e régiment d'artillerie de marine – unités opérant à pied), qui aurait sans doute souhaité que le colonel commandant le secteur ou le général commandant la zone prennent à leur compte la direction de l'opération.

Jeudi soir, nous couchons donc – trois blindés de l'escadron, ainsi que la compagnie portée – dans un petit poste tenu par les harkis de Boualem à 4 kilomètres de Moulay-Abdelkader.

Se coucher est beaucoup dire, car nous recevons couvertures et ravitaillement à 22 h 30. Les soldats de la compagnie portée ne reçoivent que des rations et une couverture pour quatre. Ils ne se plaignent pas. Ballottés depuis des mois, chassant le fellagha, assurant le maintien de l'ordre actuellement dans les villes et pourchassant aujourd'hui l'O.A.S., ils se demandent si un jour on les laissera rentrer chez eux. « 27 mois en Algérie », pour beaucoup, cela aura été une drôle d'aventure.


Coll. Maziri

Algériens condamnés réunis dans une salle de la prison de Barberousse (1961).

Le lendemain, vendredi, nous reprenons la progression sur Moulay-Abdelkader. En arrivant à ce poste, nous apprenons que le colonel Gardes était à la tête du fameux commando, comptant au total une soixantaine d'hommes. On nous montre le matériel qu'ils ont abandonné : un poste radio émetteur de station, du matériel divers, des mitrailleuses AA-52, du ravitaillement. D'après les soldats du poste, les membres du commando étaient, dans leur majorité, prêts à se rendre si une action avait été entreprise jeudi.

Le vendredi après-midi, nous revenons rapidement à Orléansville, où nous restons une heure pour prendre du ravitaillement.

A partir de samedi, nous commençons le déménagement de quelques postes de l'Ouarsenis : ouverture de route, conserves, nuits à la belle étoile et poussière des pistes.

Je suis rentré ce jour lundi à Orléansville.

X...

Peut-être est-elle due aux dures heures d'entraînement passées ensemble, et aussi au fameux « esprit marin ».

M. R. C..., 78300 Poissy

★

Je profite de cette commande de l'index pour vous faire part de mon impression concernant ce magazine. J'ai été intéressé tout au long de la parution de tous les numéros et je pense que je les compulserai plus tard avec plaisir. Je m'étonne cependant qu'avec le sérieux qui semble vous caractériser vous vous soyez laissé surprendre par cette erreur concernant Berhoum ou les Ould-Nedja, votre auteur ne paraissant connaître que superficiellement la vie dans ce petit poste que tous ceux qui y ont vécu comme moi pendant des mois avaient reconnu sans l'ombre d'un doute.

Je ne sais si vous avez, par contre, assez consacré de colonnes à la vie quotidienne et ingrate, quoique bien souvent fructueuse sur le plan social, des appelés et comme vous parlez bien souvent de ceux-ci ▶

Précisions pour l'Histoire...


Coll. Mazin

Un membre du F.L.N. vient de subir les formalités avant l'internement.

comme des « bombardés » en Algérie après quatre mois de classes en France, vous m'avez paru ignorer que nombre d'entre eux y étaient arrivés trois

L'ENLÈVEMENT DES RELIGIEUSES

Une souche néerlandaise a aussi poussé en Algérie – mais d'une manière accidentelle – bien avant la conquête du pays par les Français : en 1802, le vaisseau de ligne *Baumel* quitta le port de Toulon à destination des Antilles, plus précisément de Saint-Domingue, où la population noire s'était soulevée. Le navire avait à son bord un millier de passagers, dont un renfort militaire envoyé par Bonaparte au général Leclerc, chef d'une expédition commune franco-espagnole contre les insurgés haïtiens de Toussaint Louverture, et un groupe de nonnes d'une mission hollandaise.

Poussé par le mauvais temps, le vaisseau fut contraint de faire côte dans la baie des Souhalias, entre Cherchell et Ténès, à l'ouest d'Alger. Pendant la nuit, les indigènes se lancèrent à l'assaut du navire, massacrant une partie des militaires et des civils. Cinq cents personnes seulement purent rejoindre Ténès, tandis que les religieuses étaient emmenées dans les douars des environs où elles furent dans l'obligation d'épouser leurs ravisseurs.

On trouve encore de nos jours, dans cette région sauvage du Dahra oriental, des Algériens au teint clair qui honorent chaque année le souvenir de la supérieure des religieuses, la révérende mère Binett, à la mémoire de laquelle, en 1937, ils ont élevé une koubba.

— DE L'O.A.S. : UNE ACTION PONCTUELLE

Ceci s'est passé en 1962 au mois de juin...

J'étais en service en Algérie depuis plusieurs mois déjà, militaire de carrière, rattaché au corps d'armée d'Alger, jeune marié ; ma femme, Marie-France, n'avait que 18 ans. Nous étions installés dans un petit pavillon à Verte-Rive, commune de Fort-de-l'Eau, petite station balnéaire à une vingtaine de kilomètres d'Alger. Chacun sait les jours sombres de l'année 1962. La difficile position des militaires de tout grade. En ce qui me concerne, comme tant d'autres heureusement, le mot « obéir » avait conservé sa pleine valeur. Le mois de juin a été le plus terrible : l'heure du choix était arrivée. L'O.A.S. sévissait au maximum. J'avais été désigné par un quelconque P.C. (O.A.S.) comme devant être abattu : un attentat particulièrement odieux avait eu lieu à 15 mètres de notre petite maison. Un commando O.A.S. fort de cinq hommes était venu abattre deux musulmans sans aucune raison. L'un d'eux avait 70 ans. Je les connaissais très bien et rien ne justifiait cette tuerie. J'ai manifesté avec véhémence ma réprobation en présence de plusieurs familles d'Européens et je suppose que c'est probablement ce fait qui est la cause plus ou moins directe de ce qui suit.

Quelques jours plus tard, je m'étais absenté pour aller voir un camarade. Ma femme, comme à son habitude, était partie lire sur la plage à une quarantaine de mètres de notre domicile. C'est à ce moment-là qu'un commando O.A.S. de quatre hommes, s'est présenté. L'un d'eux a demandé à ma voisine si j'étais là. A la réponse négative qu'elle a faite, il a demandé où se trouvait Marie-France. Comme le prénom était cité, aucune méfiance n'est venue à son esprit ; aussi a-t-elle répondu qu'elle se trouvait à la plage. Approximativement à 17 h 30, sous la menace de leurs armes, ils ont enlevé ma femme.

J'ouvre ici une petite parenthèse pour indiquer qu'à ce moment-là je ne me doutais pas du tout que cet acte pouvait être le fait de l'O.A.S.

Je suis rentré chez moi peut-être un quart d'heure après l'enlèvement, j'ai trouvé tout ouvert. M'étant rendu à la plage, rien non plus. Une peur immense m'envahit. Les enlèvements F.L.N. étaient fréquents à ce moment-là. Ayant alerté tous les voisins, les recherches poussées fort tard dans la nuit ne donnèrent aucun résultat. Toutes les mechtas visitées, avec d'ailleurs l'aide des musulmans des environs, furent inutiles.

A minuit, chacun rentra chez soi.

Le lendemain, *l'Echo d'Alger* faisait paraître un avis de recherche et Radio-France V diffusait le signalement de ma femme. Pour ma part, je devais faire pendant près de quinze jours un périple de quelque 4 000 km à travers l'Algérois pour essayer de trouver une piste. Je suis passé – je l'ai su plus tard – à 15 mètres d'une villa où elle était séquestrée, et ceci plusieurs fois. Pendant les huit premiers jours de son enlèvement, j'étais persuadé que c'était le fait du F.L.N. Aussi je me suis rendu à Rovigo où je savais trouver un camp du F.L.N. (wilaya 4).

En compagnie d'un adjudant de gendarmerie (seul élément français admis à entrer en contact



Insigne des fonctionnaires des P.T.T. détachés à la poste aux armées.

ou quatre jours après leur appel sous les drapeaux pour y effectuer leurs classes dans des conditions parfois défavorables et qu'il leur arrivait – comme à moi – d'attendre dix-sept mois avant de connaître leur première et seule « perm » de tout leur séjour algérien. Je sais cependant qu'il vous est difficile de tout traiter, mais votre rédaction anecdotique m'a plu.

M. M. H...,
60420 Montigny-en-Vexin

(à suivre)

---

avec les forces de libération), je pus voir le lieutenant commandant le camp. Lui ayant dit l'objet de ma visite et, le cas échéant, un échange éventuel de personnes, celui-ci me répondit avec véhémence qu'il était au courant de cet enlèvement. Il m'a d'ailleurs montré le journal où il y avait l'avis de recherche et m'a dit en substance que cet acte n'était pas le fait du F.L.N. et que son groupe s'employait déjà à faire des recherches.

Un homme que je ne connaissais pas m'a envoyé la lettre ci-après :

« Monsieur, dans l'espoir de soulager votre angoisse, je m'empresse de vous signaler que d'après la photo de Mme ... parue sur *la Dépêche d'Algérie* de ce jour, je constate par radiesthésie que cette jeune dame est en vie ce jour, 12/6/62, à 21 h, et la trouverez au point indiqué sur le relevé de la carte ci-jointe. En souhaitant un prompt retour de Mme ... veuillez, etc. »

Au vu de cette lettre et en accord avec l'état-major, nous avons monté une petite opération de recherche, d'ailleurs inutile. Au bout de quinze jours – je laisse deviner au lecteur ce que furent ces jours pour moi –, j'avais repris mon travail et chaque heure libre était utilisée pour essayer de recueillir une information, une piste. Le 21 juin, à 7 heures, j'eus l'immense joie d'entendre sa voix au téléphone, elle était libérée ! On l'a relâchée à 200 mètres de la villa que nous habitions. J'avais quitté celle-ci deux jours après l'enlèvement, je ne pouvais plus supporter ces lieux. Et maintenant voici le récit des événements dont elle a été l'héroïne involontaire.

Emmenée en voiture par quatre hommes fortement armés, elle fut séquestrée tout d'abord à Alger-Plage, à 30 km d'Alger, dans une villa appartenant à un membre de l'O.A.S. Ligotée dans une pièce où se trouvait déjà un légionnaire déserteur, elle fut violemment frappée pendant une partie de la soirée. On voulait lui faire dire que j'étais un indicateur anti-O.A.S. Elle ne put répondre que par la négative, cela était strictement faux. Le légionnaire qui se trouvait à côté d'elle a été questionné avec force coups et abattu froidement sous ses yeux. Il a été jeté plus tard à la mer. Après cela, ils quittèrent la pièce, elle était toujours ligotée sur sa chaise. L'homme qui était venu spécialement d'Alger pour la questionner avait, avant de repartir, donné l'ordre de l'abattre, elle connaissait trop de visages. Les charges qui avaient été soi-disant retenues contre moi, bien qu'étant dissipées, il fallait supprimer un témoin gênant. C'est ici qu'intervient un fait incroyable et pourtant vrai. L'homme désigné pour abattre ma femme revient dans la pièce, passe derrière elle et tire. Le pistolet s'est enrayé à ce moment-là ! Elle était sauvée. L'homme n'a pas eu le courage, si courage il y a, de renouveler son geste. Le lendemain, elle était emmenée à Zéralda où, gardée par des femmes appartenant à l'organisation, elle attendit sa libération. Pendant cette période, je dois dire qu'elle a été bien traitée. Les événements relatés plus haut se déroulèrent au mois de juin 1962, période critique pour l'O.A.S. qui était en cours de repli vers la métropole, d'ailleurs sa libération coïncide avec le départ des derniers dirigeants de l'organisation.

M. C. D..., 64140 Billère

reliez vous-même les numéros de votre collection

LA GUERRE D'ALGERIE



une reliure spéciale a été prévue
elle contient 16 numéros

Sobre et moderne, elle est décorée sur le dos de quatre filets dorés en plein skivertex havane, avec le titre de la collection.

Vous pouvez vous les procurer en France chez votre dépositaire, ou à nos bureaux, 18 F franco, en écrivant à la Librairie Jules Tallandier/Historia Magazine "La Guerre d'Algérie", 61, rue de la Tombe-Issoire, Paris 14e (dans ce cas, n'oubliez pas de joindre à votre commande votre titre de paiement : mandat, chèque bancaire ou virement postal au CCP 2778 70).

En Belgique :
au prix de 195 FB chez tous les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite Ile, 1070 BRUXELLES - CCP Bruxelles 416-69.

En Suisse :
au prix de 18 FS chez tous les dépositaires.

Le directeur de la publication : Maurice DUMONCEL – Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris-19e - D.L. C 351